



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 6 MARS 1915

Nominations

Il a plu à Son Honneur l'ADMINISTRATEUR en conseil, de faire les nominations suivantes:

Québec, 15 janvier 1915

Louis-N. Marceau, marchand; Fulgence H. Préfontaine, rentier; Louis Houde, rentier; Arthur Hinse, forgeron et Albert Huard, boucher; tous du village de Lyster, commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans le susdit village.

Québec, 1er février 1915

Douglas T. Taylor, secrétaire-trésorier de la "Dominion Brokerage Co", résidant à Chaudière Bassin; Samuel Routhier, marchand de Notre-Dame de Charny, comté de Lévis; Joseph Allaire, notaire, de la cité de Québec, juges de paix pour le district de Québec.

Nazaire Gauthier, agent; Joseph Guillaume-Adhémar Gendreau, médecin; François-Xavier Larivière, comptable, de la cité de Montréal; juges de paix, pour le district de Montréal.

Stanislas Belle, photographe de Fraserville, comté de Témiscouata, juge de paix, pour le district de Kamouraska.

J.-Eugène Meunier, agent d'assurance, de Yamachiche, comté St-Maurice, juge de paix, pour le district des Trois-Rivières.

Alphonse Godbout, cultivateur; Romain Dallaire, industriel et S. A. Pagé, marchand, tous de St-Ludger, comté de Frontenac, juges de paix, pour le district de Beauce.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6th MARCH, 1915

Appointments

His Honor the ADMINISTRATOR in council has been pleased to make the following appointments, to wit:

Québec, 15th January, 1915

Louis N. Marceau, merchant; Fulgence H. Préfontaine, rentier; Louis Houde, rentier; Arthur Hinse, blacksmith; and Albert Huard, butcher; all of the village of Lyster, commissioners for the summary trial of small causes in the aforesaid village.

Québec, 1st February, 1915

Douglass T. Taylor, secretary-treasurer of the Dominion Brokerage Co, residing at Chaudière Basin; Samuel Routhier, merchant, of Notre Dame de Charny, county of Levis, Joseph Allaire, notary, of the city of Quebec, justices of the peace for the district of Quebec.

Nazaire Gauthier, agent; Joseph Guillaume-Adhémar Gendreau, physician; François-Xavier Larivière, accountant, of the city of Montreal, justices of the peace for the district of Montreal.

Stanislas Belle, photographer, of Fraserville, county of Temiscouata, justice of the peace for the district of Kamouraska.

J. Eugène Meunier, insurance agent, of Yamachiche, county of Saint Maurice, justice of the peace for the district of Three Rivers.

Alphonse Godbout, farmer, Romain Dallaire, manufacturer and S. A. Page, merchant, all of Saint Ludger, county of Frontenac, justices of the peace for the district of Beauce.

8 MAR 1915

Cyrille Perreault, cultivateur et Joseph Chicoyne, rentier, tous deux de St-Liboire, comté de Bagot, juges de paix pour le district de Saint-Hyacinthe.

J.-Eugène Caron, de la cité de Québec, inspecteur des sociétés d'assurance mutuelles juge de paix en vertu de l'article 3361 des S. R. P. Q., 1909, avec juridiction sur toute la province de Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 février 1915

Arthur Caron, commis de Tadousac, comté de Saguenay, juge de paix, pour le district de Saguenay.

Lieutenant Colonel F. W. Fisher, commandant du 23e Batt.-Prov. et lieutenant-colonel E. S. Bois, juges de paix, en vertu de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois avec juridiction sur toute la province de Québec, aux fins d'assermenter les recrues.

Robert J. Meekren, gentilhomme; Albert Henry Tiffin, cultivateur, tous deux de Stanstead Plain; Charles Jenkins, manufacturier, de Rock-Island, et Herbert W. Merrill, marchand de bois, de Smith's Mills, comté de Stanstead, juges de paix pour le district de Saint-François. 1299

Cyrille Perreault, farmer and Joseph Chicoyne, rentier, both of Saint Liboire, county of Bagot, justices of the peace for the district of Saint Hyacinth.

J.-Eugène Caron, of the city of Quebec, inspector of mutual insurance companies, justice of the peace, in virtue of the provisions of article 3361 R. S. Q., 1909, with jurisdiction over the whole of the province of Quebec.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to make the following appointments to wit:

Quebec, 12th February, 1915

Arthur Caron, clerk of Tadousac, county of Saguenay, justice of the peace for the district of Saguenay.

Lieutenant colonel F. W. Fisher, commander of the 23rd Batt.-prov. and Lieutenant Colonel E. S. Bois, justices of the peace, in virtue of the provisions of article 3361 R. S. Q., 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole of the province of Quebec, for administering the oath to recruits.

Robert J. Meekren, gentleman, Albert Henry Tiffin, farmer; both of Stanstead Plain, Charles Jenkins, manufacturer, of Rock Island, and Herbert W. Merrill, lumber merchant, of Smith's Mills, county of Stanstead, justices of the peace or the district of Saint Francis. 1300

Avis du Gouvernement

AVIS

Avis est par le présent donné que "L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques de la Province Ecclésiastique de Montréal", Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistré pour faire dans cette province les affaires d'assurance mutuelle contre le feu telle qu'expose dans sa charte d'incorporation, la loi 16 Vict., chapitre 149, et ses amendements, savoir: sur les églises, les presbytères, les sacristies et autres bâtiments en dépendant.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de février, 1915.
Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branches des Assurances,
Département du Trésor,
Québec.

1301—10-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières", Québec, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'assurances mutuelle contre le feu tel qu'expose dans sa charte d'incorporation, la loi 16 Vict., chapitre 149, savoir: sur les églises, les presbytères, les sacristies et autres bâtiments en dépendant.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-deuxième jour de février 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec.

1303—10-2

Government Notices

NOTICE

Notice is hereby given that "L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques de la province Ecclésiastique de Montréal", Montréal, P. Q., has been licensed and registered to transact the business of mutual fire insurance as set forth in its Act of incorporation, 16 Vict., chap. 149, and its amendments, namely; on churches, presbyteries, sacristies and other dependencies.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of February, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

1302—10-2

NOTICE

Notice is hereby given that "L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières", Québec, P. Q., has been licensed and registered to transact the business of mutual fire insurance as set forth in its Act of incorporation, 16 Vict. chap. 149, namely: on churches, presbyteries, sacristies and other dependencies.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty second day of February, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

1304—10-2

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

AVIS

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Alcidas McDuff, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ephrem-d'Upton, dans le comté de Bagot, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Ephrem d'Upton", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village d'Upton, dans le comté de Bagot.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 24 février 1915.

JOS. ED. CARON,
1305 Ministre de l'agriculture.

" J. Lazarus & Company, Limited "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Henry Judah Trihey; Peter Bercovitch; Ernest Lafontaine et Michael Thomas Burke, avocats, et James Johnston, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de négociants en gros et en détail et d'importateurs de fruits et légumes, confiseries, tabacs et articles de librairies;

Acheter, louer et acquérir tout commerce d'une nature semblable exercé par la compagnie soit en tout ou en partie, ainsi que toutes franchises et les payer en actions du capital de la dite compagnie, ou autres valeurs;

Tirer, accepter, endosser, négocier des lettres de change, billets promissaires et autres effets négociables, sous le nom de "J. Lazarus & Company, Limited", avec un capital-actions de dix mille dollars (\$10,000.00) divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,
1339-10-2 Sous-secrétaire de la province.

" Chaboillez, Limited "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt six février, 1915, par lesquelles la compagnie "Moineau Café, Limited" a été autorisée à changer son nom en celui de "Chaboillez, Limited".

Daté au bureau du secrétaire ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,
1349-10-2 Sous-secrétaire de la province.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

NOTICE

Public notice is hereby given that in and by virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Alcidas McDuff, farmer, of the parish of Saint Ephrem d'Upton, in the county of Bagot, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Saint Ephrem d'Upton Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business in the municipality of the village of Upton, in the county of Bagot.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 24th February, 1915.

JOS. ED. CARON,
1306 Minister of Agriculture.

J. Lazarus & Company, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey; Peter Bercovitch; Ernest Lafontaine and Michael Thomas Burke, advocates, and James Johnston, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail dealers and importers of fruits and vegetables, confectionery, tobaccos and stationery supplies;

To purchase, lease and acquire any business of a similar nature carried on by the company either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor in shares of stock of the said company, or other securities;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments; under the name of "J. Lazarus & Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,
1340-10-2 Deputy Provincial Secretary.

" Chaboillez, Limited "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1915, whereby the corporate name of the company "Moineau Café, Limited" was changed to that of "Chaboillez, Limited".

Dated from the office of the provincial secretary this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,
1350-10-2 Deputy Provincial Secretary.

CERCLE AGRICOLE DE LA MUNICIPALITÉ DU CANTON BARFORD.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Barford, comté de Stanstead, n'ayant pas fonctionné depuis au delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1899 des Statuts refondus de Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 2 mars 1915. 1337

2200-13

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 26 février 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de village d'Acton, dans le comté de Bagot, tout le territoire ci-après mentionné de la municipalité scolaire de Saint-Nazaire d'Acton, savoir: les lots Nos 447 à 455 inclusivement du 11ème rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, 403 à 446 inclusivement du 10ème rang, même paroisse, partie de 388 à 392 inclusivement du 2ème rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton. 1327-10-2

AVIS

La formation d'une société sous le nom de "La Société de Secours Mutuels des employés de la Maison Eugène Julien & Cie, Limitée" à l'effet d'établir un fonds de secours en cas de maladie des employés de la maison Eugène Julien & Cie, Ltée de Québec, a été autorisée par un ordre en conseil en date du 27 février 1915.

Le bureau principal de la société est dans la cité de Québec.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896 des S. R. P. Q., 1909, ce premier jour de mars 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1333

L'Econome Incorporée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. J. Albert Martel, traducteur; Frédéric Martel, plombier; Jos. Alf. Sanfaçon, serrefrein; Zéphirin Rivard, commis, et Ernest Trudel, commis, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'épicerie, vins et liqueurs de toutes sortes, en gros et en détail, le tout conformément à la loi des licences de Québec, et dans ce but acquérir, préparer, manufacturer, fabriquer, acheter et vendre tous effets de commerce et marchandises trafiqués et vendus par les épiciers en gros et en détail; ouvrir, posséder et mettre en opération des succursales ou branches de commerce pour le détail de ces marchandises;

Acquérir, posséder, donner en garantie, vendre, céder et transporter tous effets de commerce, marchandises et en général tous biens d'aucune sorte et description;

Faire en général toutes les affaires se rapportant à l'emmagasiner ou aux entrepôts frigorifiques;

FARMERS' CLUB OF THE MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF BARFORD

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the township of Barford, county of Stanstead, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1899 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 2nd March, 1915. 1338

2200-13

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 16th February, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a separate school, under the name of village of Acton, in the county of Bagot, the whole of the territory hereunder described of the school municipality of Saint-Nazaire d'Acton, to wit: the lots Nos. 447 to 455, both inclusive of the 11th range of the official cadastre of the parish of Saint-Théodore d'Acton, 403 to 446 both inclusive of the 10th range, same parish, part of 388 to 392, both inclusive of the 2nd range of the official cadastre of Saint-Ephrem d'Upton. 1328-10-2

NOTICE

The formation of an association under the name of "La Société de Secours Mutuels des employés de la maison Eugène Julien & Cie, Limitée", for the purpose of establishing a sickness benefit fund for the employees of the House of Eugène Julien & Co. Ltd., of Quebec, has been authorized by order-in-council dated the 27th of February, 1915.

The head office of the association is in the city of Quebec.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. Q., 1909, this first day of March, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department.
Quebec, P. Q. 1334

"L'Econome Incorporée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1915, incorporating Messrs. J. Albert Martel, translator; Frederic Martel, plumber; Jos. Alf. Sanfaçon, brakeman; Zéphirin Rivard, clerk, and Ernest Trudel, clerk, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal in groceries, wines and liquors of all kinds, wholesale and retail, the whole in accordance with the Quebec License Act' and for that purpose to acquire, prepare, manufacture, produce, purchase and sell any trade goods and merchandise dealt in and sold by wholesale and retail grocers; open, hold and operate branch stores for the retail dealing of such goods and merchandise;

To hold, own, pledge, sell, convey and transfer any trade goods or merchandise and generally any property of every kind and description;

To generally carry on any business incidental to warehousing or cold storage;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement se rapportant au commerce principal de la compagnie ou de nature à en augmenter la valeur ou lui être profitable d'aucune manière;

Acquérir, construire, louer, entretenir et administrer tous immeubles, manufactures, entrepôts, magasins et autres édifices et toutes autres propriétés immobilières nécessaires et convenables pour toutes les fins de la compagnie, les louer, les vendre ou en disposer autrement;

Acquérir, louer, exploiter, vendre et transporter aucuns noms et marques de commerce, brevets d'invention, procédés et inventions utiles à l'industrie de la compagnie;

Emettre et répartir toutes les actions acquittées du capital de la compagnie en paiement de toutes propriétés, mobilières ou immobilières, et de tous droits et concessions acquis par la compagnie;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité ou aucune partie des biens, droits, franchises, clientèle, commerce ou licence de la compagnie à toute autre compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux, accepter de l'argent, actions, obligations ou autres valeurs de toute telle compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerce de toute autre compagnie et les payer soit en argent, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire semblable ou quasi-semblable, et en devenir actionnaire; acquérir par achat ou autrement les biens, clientèle, et les droits de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie ou s'y rapportant indirectement; engager les biens, droits et débetures de la compagnie et en général faire tous actes et choses nécessaires ou convenables aux objets susdits de la compagnie, sous le nom de "L'Econome Incorporée", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires cde la corporation sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1343-10-2 Sous-secrétaire de la province.

Caf Riche, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février, 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Arthur Saint-Charles, hôtelier; Aurel Resther, comptable; Joseph Roy, commis; Paul Alfred Degroseilliers, étudiant-en-droit et John Farrow, commis, tous cinq de la cité de Montréal, dans les buts suivants;

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salle de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabac;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise connected with the principal business of the company or calculated to enhance the value thereof or benefit the same in any manner whatever;

To acquire, construct, lease, maintain and manage any immovables, manufactories warehouses, stores and other buildings and any other immovable properties necessary and suitable for all the purposes of its business, and to lease, sell and otherwise dispose of same;

To acquire, lease, operate, sell and transfer any trade marks and names, patents, processes and inventions suitable for the company's business;

To issue and allot the whole of the fully paid up shares of the capital stock of the company, in payment of any property, moveables and immovables and of any rights and concessions acquired by the company;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the whole or any part of the property, rights, franchises, goodwill, business or license of this company to any other company carrying on a business similar to that of this company, and in payment therefor to accept cash, shares, bonds or other securities of any such company;

To amalgamate with any other company carrying on the same business or any other business incidental to that of the company, and to acquire in any manner the property, franchises, contracts and business of any other company and to pay therefor either in cash, debentures or other securities of the company;

To promote and become a shareholder in any subsidiary, similar or quasi-similar company, to acquire by purchase or otherwise the good will, property and rights of any other company carrying on a similar business or a business indirectly incidental to that of the company, pledge the property, rights and debentures of the company and generally do all things necessary or suitable for the above mentioned purposes of the company and any of its objects, or which may appear necessary or suitable, under the name of "L'Econome Incorporée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1344-10-2 Deputy Provincial Secretary.

"Cafe Riche, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1915, incorporating Messrs. Joseph Arthur St-Charles, hotel-keeper; Aurel Resther, accountant; Joseph Roy, clerk; Paul Alfred Degroseilliers, student-at-law, and John Farrow, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, pursuant to the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant ou d'hôtel et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtiments employés ou destinés à son exploitation et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payée pour telles acquisitions ou possession en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtiments qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débiteures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Café Riche, Limitée", avec un capital social de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en quatre cent quatre vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février, 1915.

C. J. SIMARD,

1345—10-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie Gendron, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février, 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Octave Gendron, commerçant; Jules Gendron dessinateur; Joseph Clovis Gagné, comptable; Georgie Ricard, menagère; Alida Gendron, menagère, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de vins et liqueurs sujet à la loi des licences de la province de Québec et tout autre commerce qui peut avoir rapport à celui-ci; faire le commerce d'épicerie, fruits, provisions, foin, grain, charbon, bois, farine, journaux, tabac, cigares, nouveautés, chaussures, hardes faites, ferronnerie, meubles, médecines brevetées et d'articles de librairie en gros et en détail, ainsi que de manufacturer les dits produits et en disposer;

Acquérir, détenir, louer, engager, hypothéquer, vendre, échanger ou autrement en disposer des actions, effets, dépôts ou valeurs de toutes corporations engagées dans une entreprise semblable à celle de la présente compagnie, se fusionner avec toute autre compagnie engagée dans une semblable entreprise;

Enregistrer, acheter, louer ou acquérir ou autrement et tenir, posséder, mettre en opération, introduire, vendre, céder, aucune et toute mar-

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of all or any of its moveable and immoveable property, hypothecate its immoveables, pledge its moveables, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To make and execute all such other acts and things as may be suitable or deemed advantageous for the carrying on of the above undertakings, under the name of "Café Riche, Limitée", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty-sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1346—10-2 Deputy Provincial Secretary.

"La Compagnie Gendron Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1915, incorporating Messrs. Joseph Octave Gendron, trader; Jules Gendron, draughtsman; Joseph Clovis Gagné, accountant; Georgie Ricard, housekeeper; Alida Gendron, housekeeper, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal in wines and liquors, pursuant to the provisions of the Quebec License Act, and to carry on any other business incidental thereto; to deal wholesale and retail in groceries, fruits, provisions, hay, grain, coal, wood, flour, newspapers, tobacco, cigars, novelties, boots and shoes, ready-made clothing, hardware, furniture, patent medicines and book sellers' sundries, and to manufacture and dispose of the above products;

To acquire, hold, lease, pledge, hypothecate, sell, exchange or otherwise dispose of shares, instruments, deposits or securities of any corporations engaged in any undertaking similar to that of the present company, and to amalgamate with any other company engaged in a similar undertaking;

To register, purchase, lease or otherwise acquire and hold, own, operate, introduce, sell, assign any and all trade marks, formulas, se-

que de commerce, formules, procédés secrets, nom de commerce et marques distinctives ayant rapport avec les affaires de la compagnie;

Agir comme agents et faire toute autre affaire en rapport avec les objets de la compagnie;

Emettre une partie de son capital social sous forme d'actions privilégiées, émettre des bons, débetures; acquérir, acheter, posséder du stock dans toute autre compagnie incorporée conduisant les mêmes affaires et en disposer;

Acquérir, acheter, posséder, employer, louer, hypothéquer des immeubles et bâties, matériels, machines nécessaires et en rapport avec les affaires de la compagnie et en disposer;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus, soit en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des actions du capital action de la compagnie, ou de ses obligations ou autres valeurs ou concernant la formation et l'avancement de la compagnie ou de son administration;

Payer en argent ou en actions acquittées ou une partie en argent et une partie en actions acquittées du capital action de la compagnie, toute propriété immobilière ou mobilière achetée par la compagnie, y compris les machines, secrets, recettes, procédés de manufacture, marques de commerce ou marques distinctives, les droits de manufacturer et de ventes nécessaires et en rapport avec les affaires de la compagnie et en disposer; sous le nom de "La Compagnie Gendron, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février, 1915.

C. J. SIMARD,

1341—10-2 Sous-secrétaire de la province.

"The Traders Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf février, 1915, à la compagnie "The Traders Company", par lesquelles elle a été autorisée à porter son fonds social au montant de cent mille piastres (\$100,000.00), divisant le nouveau fonds social en mille six cents (1600) actions de vingt cinq (\$25.00) piastres chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province ce dix-neuvième jour de février, 1915.

C. J. SIMARD,

1197—9-2 Sous-secrétaire de la province.

"Freer Coloney & Company Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, supplémentaires en date du dix-neuf février, 1915, à la "Freer, Coloney & Company, Limited", par lesquelles elle a été autorisée à porter son fonds social au montant de dix huit mille (\$18,000.00) piastres divisant le nouveau fonds social en huit cent (800) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1195—9-5 Sous secrétaire de la province.

cret processes, trade names and spécial marks incidental to the company's business;

To act as agents and carry on any other business in connection with the company's objects;

To issue any part of its capital stock as preferred stock, issue bonds, and debentures, to acquire, purchase, own stock in any other incorporated company pursuing the same kind of business and to dispose of same;

To acquire, purchase, own, use, lease, hypothecate and dispose of any immoveables and buildings, plant, machinery necessary for or incidental to the company's business;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, or assisting to place or in guaranteeing the placing of shares of the capital stock of the company, or its bonds or other securities or in or about the formation and promotion of the company or the management of its business;

To pay in cash or in paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the capital stock of the company, any immoveable or moveable property purchased by the company, including machinery, secrets, recipes, manufacturing processes, trade marks or special marks, manufacturing and selling permits necessary for or incidental to the company's business and to dispose of same, under the name of "La Compagnie Gendron Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1342—10-2 Deputy Provincial Secretary.

The Traders Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec, Companies' Act supplementary letters patent have been issued by the lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, to "The Traders Company", increasing its capital stock up to the amount of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), the new stock to be divided into one thousand six hundred (1600) shares of twenty-five (\$25.00) dollars each.

Dated from the office of the provincial secretary this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1198—9-2 Deputy Provincial Secretary.

Freer Coloney & Company Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, to the Freer, Coloney & Company Limited, increasing its capital stock up to the amount of eighteen thousand dollars (\$18,000.00), the new stock to be divided into eight hundred (800) shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1196—9-2 Deputy Provincial Secretary.

Pierre Racine, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1915 constituant en corporation MM. Pierre Racine, marchand; Victor Racine, journalier; Alphonse Pion, bourgeois; Oscar Brouillé, barbier; Omer Flibotte, cultivateur, tous de Saint-Hyacinthe; dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail d'épicerie, provisions, liqueurs spiritueuses, feronneries, chaussures, marchandises sèches et toutes sortes de marchandises en général;

Manufacturer et autrement produire et acquérir telles marchandises;

Faire le commerce de l'importation et de l'exportation;

Agir comme agent à commission et agent commercial généralement;

Acheter, vendre ou échanger des propriétés ou des lots vacants et faire le commerce d'immeubles en général;

Faire le commerce des produits agricoles et d'animaux ainsi que l'élevage d'iceux;

Acquérir, louer et disposer des marques de commerce droits de patentes, privilèges d'aucune invention et les employer relativement aux affaires de la compagnie;

Fabriquer et vendre, soda, ginger ale, cidres et toutes autres liqueurs douces;

Fabriquer et vendre les vins canadiens;

Embouteiller et vendre de la bière et faire toutes autres affaires qui se rapportent à tel commerce, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences;

Faire des arrangements avec aucune compagnie faisant un commerce semblable pour partage de profits, réunion d'intérêt, condition réciproque ou autrement dans l'intérêt de la dite compagnie;

Acquérir des actions dans aucune compagnie faisant semblable commerce et payer pour telles actions en argent ou par des actions acquittées de la présente compagnie en partie ou en entier;

S'amalgamer avec d'autres compagnies autorisées à faire semblable commerce;

Acheter et acquérir en tout ou en partie l'actif et l'achalandage de la maison Pierre Racine de la cité de Saint-Hyacinthe et de toutes autres compagnies, sociétés ou personnes faisant semblable commerce et en payer le prix partie en argent ou partie en parts acquittées;

Se charger du paiement du passif de la dite maison "Pierre Racine" de telles compagnies, sociétés ou personnes;

Vendre les affaires et les propriétés de la compagnie comme une affaire en opération, et toutes personnes, sociétés ou compagnies ayant le pouvoir de l'acquérir et en recevoir le prix en argent ou en actions acquittées, débentures ou toutes autres considérations valables;

Acquérir toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la dite compagnie et en faire l'exploitation sous le nom de "Pierre Racine, Limitée", avec un capital social de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents actions (200) de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1223-9-2

Sous-secrétaire de la province.

"Pierre Racine, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, incorporating MM. Pierre Racine, merchant; Victor Racine, laborer; Alphonse Pion, gentleman; Oscar Brouillé, barber; Omer Flibotte, farmer, all of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in groceries, provisions, spirituous liquors, hardware, boots and shoes, dry goods and all kinds of merchandise generally;

To manufacture or otherwise produce and acquire such goods;

To carry on the business of importers and exporters;

To act as commission agents and commercial agents generally;

To purchase, sell or exchange property or vacant lots and to deal in real estate generally;

To deal in farm produce and live stock and to carry on the breeding of same;

To acquire, lease and dispose of trade marks, patent rights, privileges as to any invention, and to utilize the same in connection with the business of the company;

To manufacture and sell soda, ginger ale, cider and other soft drinks;

To manufacture and sell canadian wines;

To bottle and sell beer and to do any other business incidental to the above, the whole subject to the provisions of the "License Act";

To make any agreement with any company carrying on a similar business for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concessions or otherwise in the interests of the said company;

To acquire shares in any company engaged in a similar business and to pay for such shares wholly or partly in cash or in paid up shares of the present company;

To amalgamate with other companies authorized to do similar a business;

To purchase and acquire, the whole or part of the assets and goodwill of the house of "Pierre Racine", of the city of Saint Hyacinthe and of any other companies, firms or persons carrying on a similar business and to pay for the above partly in cash or partly in paid up shares;

To assume the payment of the liabilities of the said house of "Pierre Racine" and of such companies, firms or persons;

To sell the business and property of the company as a going concern, and any persons, firms or companies having the power to acquire same, and to receive the price thereof, in cash or paid up shares, debentures or any other legal considerations;

To acquire any property necessary for the business of the said company and to exploit the same, under the name of "Pierre Racine, Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business, will be at Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1224-9-2

Deputy Provincial Secretary.

"Wherry Gardens Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1915, constituant en corporation MM. Myron Eugène Wherry, agent, Charles Mackay Cotton, avocat, Alexander Goodseer Fowler Ross, agent, Frederick Thomas Enright, avocat, de la cité de Westmount et Egbert William Westover, avocat, de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de jardinier, horticulteur, floriste et de serre dans toutes ses branches;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou bâtir ou développer des serres-chaudes, installations de serres-chaudes, jardins potagers et bâtisses pour les fins du commerce de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles; vendre, louer, engager, échanger, disposer de ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou aucune partie d'iceux, et développer, améliorer et disposer aucune telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Acheter, vendre, cultiver et faire le commerce de toutes sortes de fruits, fleurs, légumes, bulbes, graines, plantes et arbustes;

Faire des conventions pour l'union des intérêts, partage des profits ou concessions réciproques avec toute personne ou personnes, ou compagnie ou compagnies exerçant ou engagée dans un commerce ou entreprise que cette compagnie peut exercer ou dans lequel elle peut s'engager;

Se fusionner avec ou acheter ou autrement acquérir des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux ci-dessus énumérés;

Emettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété réelle ou personnelle, droits ou autres biens acquis par la compagnie à aucun titre ou autres services rendus pour ou dans l'intérêt de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en paiement de ces valeurs accepter de l'argent ou au lieu d'argent, des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation et distribuer parmi les actionnaires de temps à autre en espèce, des actions, débetures, valeurs ou autres propriétés appartenant à la compagnie;

Payer tous les frais incidents pour la charte d'incorporation de la compagnie et faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou se rapportant à l'acquisition des susdits objets;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune action du capital social de la compagnie ou aucune autres débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires, sous le nom de "Wherry Gardens Limited", avec un fond social de soixante mille piastres (\$60,000.00), divisé en douze cents (1200) actions de cinquante piastres (\$50.00).

La principale place d'affaires de la corporation sera dans le village de Richmond, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de février, 1915.

C. J. SIMARD,

1219-9-2 Sous-secrétaire de la province.

Wherry Gardens Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth of February, 1915, incorporating Messrs. Myron Eugene Wherry, agent, Charles Mackay Cotton, advocate, Alexander Goodseer Fowler Ross, agent, Frederick Thomas Enright, advocate, of the city of Westmount and Egbert William Westover, advocate, of Montreal, for the following purposes;

To carry on a market gardening, horticulturist, florist and greenhouse business in all its branches;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or build or develop hothouses, hothouses plants, market gardens and buildings for the purposes of the company's business;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate, to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To buy, sell, grow and deal in all kinds of fruits, flowers, vegetables, bulbs, seeds, plants and shrubs;

To enter into any arrangements for union of interest, division of profits or reciprocal concession with any person or persons or company or companies carrying on or engage in any business or enterprise which this company is authorized to engage in or carry on;

To amalgamate with or to buy or otherwise acquire shares, bonds, debentures or other securities of any company having objects altogether or in part similar to those herein enumerated;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or in part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title or other services performed for and on behalf of the company;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem proper and in payment of the consideration thereof to accept cash or, in lieu of cash, fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any other corporation and to distribute among the shareholders of the company from time to time any specie, shares, debentures, securities or other property belonging to the company;

To pay all costs incidental towards the charter of incorporation of the company and to do any such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To remunerate any person or company for service rendered in placing, assisting to place, or guaranteeing the placing of any shares of the company's capital stock or any other debentures or any other securities of the company, or in or about the formation of the company or the conduct of its business, under the name of "Wherry Gardens Limited" with a capital stock of sixty thousand dollars (\$60,000.00), divided into twelve hundred (1200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at the village of Richmond, in the province of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1220-9-2 Deputy Provincial Secretary.

M. McDonald, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes, en date du dix-neuf février 1915, constituant en corporation MM. Michael McDonald, hôtelier; Silas Vandette, contre-maître; William Vandette, machiniste; Lawrence Augustus Vandette, assistant-secrétaire de la M. A. A.; Joseph Vandette, bijoutier, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce;

Faire le commerce et les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salon de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes et tabacs, débits d'huîtres et service de lunch, exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat, échange, ou autrement, ou obtenir par bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme commerce en opération (as a going concern) ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation ainsi que leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement tout autre hôtel et toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre et échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous les terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, des restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être utiles ou nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acquérir, posséder et exploiter des sources d'eaux minérales et des établissements pour la fabrication d'eaux gazeuses;

Faire et exécuter tous autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets;

Aussi acquérir et exploiter (as a going concern) le commerce qui se poursuit actuellement par les requérants, à Montréal ou ailleurs, sous le nom de "Union Bar";

Acquérir, posséder, hypothéquer, vendre et aliéner tout immeuble nécessaire à son entreprise;

Exercer généralement tous les pouvoirs, privilèges, et jouir des immunités nécessaires ou inhérentes à son entreprise, sous le nom de "M. McDonald, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1247

Sous-secrétaire de la province.

M. McDonald, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, incorporating MM. Michael McDonald, hotelkeeper; Silas Vandette, foreman; William Vandette, machinist; Lawrence Augustus Vandette, assistant secretary of the M. A. A.; Joseph Vandette, jeweler, all of Montréal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, pursuant to the provisions of the Quebec License Act, and any business which may be incidentally carried on in connection therewith;

To carry on the trade and business of shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, news-paper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to obtain by lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise and to carry on any hotel or restaurant business, with or without the lands or buildings used in or destined to their exploitation, together with their equipment, furnishings and other assets generally, and to pay for the same in cash, or in bonds or in paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel and any immoveable property which may be necessary for the objects wherefor this company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To sell and exchange, lease, dispose of or otherwise deal with the whole or any of its moveable or immoveable properties and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and operate upon any lands acquired or hold by the company, hotels, restaurants and any other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To acquire, hold and exploit mineral water springs and works for the manufacturing of soft drinks;

To make and execute all such other acts and things as may be incidental or seem conducive for the carrying out of any of the above objects;

Also to acquire and exploit as a going concern the business now being carried on by the petitioners, at Montréal, or elsewhere, under the name of "Union Bar";

To acquire, hold, hypothecate, sell and alienate any immoveable necessary for its undertaking;

To generally exercise all the powers, privileges and enjoy any immunities necessary for or incidental to its undertaking, under the name of "M. McDonald, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1248

Deputy provincial secretary.

"Robert Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf de février 1915, constituant en corporation MM. Maxwell Robert Ship, agent, Montréal, Abraham Louis Ship, agent, Montréal, Joseph Alphonse Deguire, agent, Montréal, Jessie Madeline Baker, sténographe, Longueuil, Joseph Dansereau, marchand, Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de toutes sortes d'effets, meubles, biens et marchandises et en général faire le commerce de toutes sortes de biens, meubles ou immeubles susceptibles d'être possédés, exercer le commerce de magasin ou magasins de détail.

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou personnes, compagnie ou corporation, exerçant, engagée dans ou sur le point d'exercer, ou de s'engager dans tout commerce ou transaction, que cette compagnie est autorisée à exercer, ou qui peut bénéficier directement ou indirectement à la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle corporation et les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie ou autrement en faire le commerce;

Eriger, construire, manufacturer, exploiter, maintenir, louer ou gérer, toutes bâtisses, usines, installations, inventions mécaniques ou établissements nécessaires ou désirables pour les fins de la compagnie;

Engager ou transiger avec les argents de la compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis d'une telle manière qui peut être profitable et paraître convenable à la compagnie;

Emprunter des argents pour la compagnie pour un emploi immédiat ou futur, comme requis de temps à autre;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de tout individu, société ou compagnie en opération ou autrement et exploiter tout autre magasin ou magasins de détail et de les payer en stock ou en obligations ou en stock entièrement payé ou partiellement payé de la compagnie;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute autre personne ou corporation exerçant un commerce semblable ou s'y rattachant;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer du tout ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, société, compagnie ou corporation, et accepter par voie de considération pour de telle vente, bail ou transport, des argents ou actions obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Rémunérer soit en argent soit en stock acquitté ou partiellement acquitté, en obligations ou débentures de la compagnie, toute personne, société ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie ou pour tous autres droits de propriété acquis par la compagnie sous le nom de "Robert Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille actions (1000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1225-9-2 Sous-secrétaire de la province.

Robert Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth of February, 1915, incorporating MM. Maxwell Robert Ship, agent, Montreal, Abraham Louis Ship, agent, Montreal, Joseph Alphonse Deguire, agent, Montreal, Jessie Madeline Baker, stenographer, Longueuil, Joseph Dansereau, merchant, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase or otherwise acquire and to sell or otherwise dispose of any or all kinds of goods, wares, chattels and merchandise and generally to deal in and with all species of property, moveable or immovable capable of being owned, to carry on the business of retail store or stores;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or persons, company or corporation, carrying on, engaged in, or about to carry on, or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on, or which may be directly or indirectly benefit the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such corporation and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To erect, construct, manufacture, operate, maintain, let or conduct any buildings, works, plants, machinery appliances or establishments necessary or desirable for the purposes of the company;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner and which may be convenient and seem proper to the company;

To borrow monies for the company for immediate and future use of the company as required from time to time;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise and to carry on any other retail store or stores and to pay for the same in stock or in bonds or in paid up or partly paid up stock of the company;

To amalgamate, unite or join with any other person or corporation carrying on any similar or allied business;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or shares, bonds or securities of any other company or corporation;

To remunerate either in cash or in paid up or partly paid up stock, bonds or debentures of the company, any person, firm or corporation for services rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business or for any other property rights acquired by the company under the name of "Robert Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1226-9-2 Deputy Provincial Secretary.

"Provincial Investment Company Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes, en date du dix-neuf février 1915, constituant en corporation MM. Jean-Baptiste Brunet, courtier d'immeubles de la ville d'Outremont; Léon G. Gagné, comptable; Adrien Maillet, commerçant; Roméo Demers, gérant et Rodolphe Jules Demers, courtier; tous quatre de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, prendre en échange ou acquérir autrement, des terrains ou intérêts en iceux, avec toutes bâtisses ou constructions situées sur les dits terrains; vendre, louer, échanger et hypothéquer tous les terrains ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions maintenant situées sur iceux et qui peuvent y être érigées à l'avenir et prendre toutes garanties qui peuvent être nécessaires;

Acheter, posséder, détenir, arrêter, échanger, développer et cultiver le sol, et des propriétés mobilières de toutes sortes y compris le bois debout et des concessions forestières; et en faire le commerce et autrement en disposer;

Construire et ériger, acheter, vendre, échanger, louer, exploiter et utiliser des appartements et maisons d'habitations, fabriques, boutiques, hôtels, théâtres et vues animées, cottages et autres bâtiments et dépendances; et faire le commerce d'appareils électriques et d'automobiles;

Faire le commerce d'hôteliers dans toutes ses spécialités, sujets aux règlements locaux et municipaux à ce sujet et conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Prendre ou posséder des hypothèques pour toutes balances non payées du prix d'achat de toutes telles bâtisses ou constructions ainsi vendues; et vendre et transporter les dites hypothèques ou en disposer autrement;

Développer et diviser en lots de terres et installer et maintenir tous chemins, voies, parcs, places publiques, terrains de jeu, ronds à patiner;

Payer pour toutes propriétés de toutes sortes et descriptions ou pour tous services rendus à la compagnie en obligations ou stocks de la compagnie, ou en argent;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie ou qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec la présente compagnie;

Faire des arrangements pour le partage des profits, concessions réciproques ou autrement avec toutes personnes ou compagnies faisant ou engagées à faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire et qui peuvent être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire des arrangements avec toutes autres autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent être utiles aux objets de la compagnie et obtenir de toutes telles autorités, tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire exercer ou remplir avec icelle tous tels arrangements, les droits, privilèges et concessions;

Emprunter de l'argent, faire des règlements pour limiter ou accroître le pouvoir d'emprunt de

Provincial Investment Company Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, incorporating Messrs. Jean-Baptiste Brunet, real estate broker, of the town of Outremont; Léon G. Gagné, accountant, Adrien Maillet, trader; Roméo Demers, manager and Rodolphe Jules Demers, broker; all four of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein with all buildings or constructions erected thereon; to sell, lease, exchange, hypothecate or otherwise dispose of all such lands or any part thereof, and all or any buildings or constructions now and which may be hereafter erected thereon and to take such securities as may be deemed necessary;

To purchase, own, hold, lease, exchange, develop and cultivate the soil and moveable properties of every kind, including standing timber and timber limits, and to deal in or otherwise dispose of same;

To construct and erect, purchase, sell, exchange lease, exploit and utilize apartments and dwelling houses, factories, shops, hotels, theatres and moving pictures, cottages and other buildings and dependencies; and to deal in electrical apparatuses and automobiles;

To carry on the business of keepers of hotels in all branches thereof subject to local and municipal by-laws on that behalf and pursuant to the provisions of the Quebec License Act;

To take or hold hypothecs for any unpaid balances of the purchase price of any such buildings or constructions thus sold; and to sell and transfer or otherwise dispose of the said hypothecs;

To develop and divide into building lots and to lay out and maintain any roads, ways, parks, public places, play grounds, skating rinks;

To pay for property of every kind and description or for any services rendered to the company in bonds or stock of the company or in cash;

To amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of the present company or capable of being advantageously carried on in connection with the present company;

To enter into any agreements for the sharing of profits, reciprocal concessions or otherwise with any persons or companies carrying on or engaged in any business or transactions which this company is authorized to carry on and capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company;

To enter into any agreements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects and to obtain from any such authorities any rights, privileges or concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions;

To borrow monies, pass by-laws limiting or increasing the borrowing power of the company

la compagnie, pour l'autoriser à émettre des bons débetures ou autres sécurités de la compagnie, pour toutes sommes pourvu qu'elles ne soient pas moindre de cent piastres (\$100.00) chacune, et de vendre, transférer et transporter ces bons, débetures ou autres sécurités pour tel prix qu'il sera jugé à propos dans les meilleurs intérêts de la compagnie; d'engager les biens meubles et d'hypothéquer les immeubles de la compagnie pour garantir tous tels emprunts, bons, débetures ou autres sécurités ainsi émis par la compagnie;

Faire toutes transactions ou affaires qui peuvent directement ou indirectement être utiles aux affaires de la compagnie;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature; courtiers en débetures et agents de change;

Faire les opérations d'agents et de courtiers d'immeubles et d'assurances;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens-fonds ou autre sorte d'obligations sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux;

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personnes ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèques ou autres sécurités et effectuer de tels prêts et placements;

Faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, traites ou autres effets négociables;

Acquérir par achat, en échange, bail ou autrement fonds de stocks, fonds de banqueroute, et de vendre, liquider, échanger ou disposer autrement de ces dits stocks comme dans le cours ordinaire des affaires;

Faire toutes sortes de transactions immobilières qui pourront être avantageuses pour le bénéfice de la compagnie, sous le nom de "Provincial Investment Company, Limited", avec un capital social de dix mille (\$10,000.00) piastres, divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1201-9-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie Café Saint-Hubert Limitée.

Avis est donné que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuf février 1915, par lesquelles la compagnie "Ferdinand Lachapelle Hotel, Limitée", a été autorisée à changer son nom en celui de "La Compagnie Café Saint-Hubert Limitée".

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février, 1915.

C. J. SIMARD,

1199-9-2 Sous Secrétaire de la province.

"Ascot Copper Mining Company"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1915, constituant en corporation MM. J. Louis

and authorizing it to issue bonds, debentures or other securities of the company for any amount, provided each such bonds, debentures or other securities be not for an amount less than one hundred dollars (\$100.00) and to sell, transfer and convey such bonds, debentures or other securities for such price as may be deemed proper for the best interests of the company; to pledge the moveables and hypothecate the immoveables of the company to guarantee any such bonds, debentures or other securities thus issued by the company;

To carry on any transactions or business which may be directly or indirectly useful for the company's business;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, leasing of immoveables and for other transactions of a like nature and also as debenture and stock brokers;

To carry on the business of real estate and insurance brokers;

To carry on in its own corporate name loan and investment businesses of all kinds except banking business;

To take and hold hypothecs upon real estate or other kind of lien upon the security whereof it wishes to loan its funds;

To have in every respect respecting the loan and investment of its funds and its business the same powers and privileges any individual may enjoy;

To have the power to receive any sums of monies from individual or corporations wishing to loan same on hypothecs or other securities and to effect such loans and investments;

To make, issue, give, accept, endorse, discount promissary notes, drafts or other negotiable instruments;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise stock in trade, bankrupt stocks, and to sell liquidate, exchange or otherwise dispose of such stocks in the regular course of its business;

To carry on all kinds of real estate transactions which may be deemed advantageous for the benefit of the company, under the name of "Provincial Investment Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1202-9-2 Deputy Provincial Secretary.

"La Compagnie Café Saint Hubert Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, whereby the corporate name of the company "Ferdinand Lachapelle Hotel Limitée", is changed to that of "La Compagnie Café Saint Hubert Limitée".

Dated from the office of the secretary of the province, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1200-9-2 Deputy Provincial Secretary.

Ascot Copper Mining Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, incorporating Messrs.

Bourgault, marchand-tailleur; Paul Péloquin, boucher; Alfred Leblanc, maçon, de Weedon, Centre, comté de Wolfe; Euclide Paquin, entrepreneur, de East-Angus, et C. Doria Morin, opérateur-télégraphiste, de Ascot, comté de Compton, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal, et vendre, louer ou aliéner des biens, meubles ou immeubles, des mines, terrains miniers, propriétés minières ou tout intérêt y ayant rapport, métaux et minéraux, droits de mines, options, pouvoirs, licences, patentes, contrats, privilèges et autres droits appartenant à des corporations ou à des particuliers;

Fabriquer, acheter, vendre et distribuer l'électricité pour toutes fins quelconques dans les comtés de Wolfe, Compton, Sherbrooke et Richmond;

Exercer toute industrie manufacturière ou non qui peut être avantageusement exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou qui est de nature à augmenter et rendre profitable la propriété de la compagnie;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'articles, magasins, instruments, machineries, provisions, biens et effets requis par la compagnie ou par ses ouvriers ou serviteurs;

Acquérir par achat, bail ou autrement et prendre toute ou aucune partie de l'entreprise, affaires, propriétés, actions, biens ou obligations de toutes personnes, sociétés ou compagnies légalement constituées et entrer en société et arrangement pour le partage des profits ou risques avec toutes telles personnes, sociétés ou compagnies;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties, pour le paiement, soit en tout ou en partie, de toutes propriétés, services, droits, bails, options, affaires, franchises, entreprises, licences ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir;

Hypothéquer la propriété immobilière et vendre, louer, échanger ou en disposer autrement, ou faire le commerce avec tous ou aucune partie des biens droits ou entreprises de la compagnie pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes choses en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énoncés sous le nom de "Ascot Copper Mining Company", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent piastres (\$99,900.00) divisé en trois mille neuf cent quatre-vingt-seize (3996) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Weedon.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1217-9-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie P. C. Couture.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1915, constituant en corporation MM. Pierre Charles Solyme Couture, mécanicien; Joseph Isidore Piché, marchand; Joseph Monty, forgeron; Alsédas Messier, appareilleur; Ovilas Lajoie, appareilleur, tous de la paroisse de Saint-Pie, dans les buts suivants:

J. Louis Bourgault, merchant-tailor; Paul Péloquin, butcher; Alfred Leblanc, mason; of Weedon Centre, county of Wolfe; Euclide Paquin, contractor, of East Angus, and C. Doria Morin, telegraph operator, of Ascot, county of Compton, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, grant, license, exchange or other legal title, and to sell, lease or alienate moveable or immoveable property, mines, mining lands, mining properties or any interest therein, metals, minerals, mining rights, options, powers, licenses, patents, contracts, privileges and other rights belonging to corporations or to individuals;

To manufacture, purchase, sell and distribute electricity for any purposes whatever within the counties of Wolfe, Compton, Sherbrooke and Richmond;

To carry on any business, manufacturing or otherwise which may be advantageously carried on in conjunction with the company's business, or calculated to enhance the value of or render profitable the company's property;

To purchase, sell, manufacture and deal in all kinds of articles, stores, instruments, machinery, provisions, goods and chattels required by the company or its workmen or servants;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to take over the whole or any part of the undertaking business property, shares, assets or liabilities of any persons, firms or companies duly incorporated, and to enter into partnership and arrangement for the sharing of profits, or risks with any such persons, firms or companies;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the whole or part payment of any property services, rights, leases, options business, franchises, undertakings, licenses or concessions which this company may legally acquire;

To hypothecate its immoveable property, and to sell, lease, exchange, or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the property, rights, or undertakings of the company for such consideration as the company may think proper and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To do all things incidental to the above hereinabove recited, under the name of "Ascot Copper Mining Company", with a capital stock of ninety nine thousand nine hundred dollars (\$99,900.00) divided into three thousand nine hundred and ninety six (3996) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Weedon.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD

1218-9-2 Deputy Provincial Secretary

"La Compagnie P. C. Couture".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, incorporating Messrs. Pierre Charles Solyme Couture, machinist; Joseph Isidore Piché, merchant; Joseph Monty, blacksmith; Alsédas Messier, stone dresser; Ovilas Lajoie, stone dresser, all of the parish of Saint-Pie, for the following purposes.

Manufacturer, acheter et vendre des moulins à vent, des pompes, des aggrès de sciage, outils et machines de toutes espèces;

Exercer le métier de fondeurs en métaux de toutes espèces; construire, acheter et vendre des usines et des hauts-fourneaux, creusets, moules patrons, machines, machines-outils nécessaires ou outils pour exercer le dit métier;

Acquérir l'établissement, le fonds de commerce, les dettes de livres et autres créances actives de la société Couture & Piché, faisant affaires dans la paroisse de Saint-Pie de Bagot, et les payer en argent, en parts acquittées de la compagnie ou partie en argent et partie en parts acquittées et se charger des dettes passives de la dite société;

Exercer le métier de contracteur-mécanicien, faire des réparages de toutes espèces de machines, machines-outils ou d'articles en fer, en fonte, en cuivre, en acier ou en tout autre métal et spécialement faire les réparages et la vente de machines agricoles de toute nature, voiture de charge ou de luxe et agir comme agents ou représentants de maisons ou compagnies fabriquant les articles ci-dessus mentionnés;

Manufacturer, acheter et vendre toutes espèces de spécialités en bois, fonte ou autres métal ou matière ouvrable de quelque nature que ce soit;

Demander, acquérir et vendre toutes marques de commerce, brevets, inventions ou améliorations brevetés ou enregistrés ou toutes autres propriétés qui peuvent être nécessaires ou utiles à la compagnie dans la poursuite de son entreprise et les payer en argent, en parts acquittées, ou partie en argent et partie en parts acquittées de la compagnie;

Acheter, acquérir de toutes personnes, corporations, toutes maisons d'affaires ou manufacture dont les produits sont manufacturés, achetés, vendus ou autrement disposés par la compagnie et les payer tel que mentionné dans le paragraphe ci-dessus;

Acquérir et posséder des actions dans toutes compagnies faisant des affaires de la même nature que celles de la compagnie;

Acheter, acquérir ou louer des terres ou limites à bois ou les droits et les privilèges de faire la coupe du bois et ouvrir et manufacturer le dit bois;

Etablir et maintenir dans toutes cités, villes, villages et autres endroits de la province de Québec, en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans les dits endroits des magasins, agences, salles d'échantillons ou succursales pour la vente des produits achetés, manufacturés ou autrement acquis par la compagnie;

Payer en actions acquittées tous services rendus à la compagnie de quelque nature que ce soit;

Vendre l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie à toute autre compagnie et accepter en paiement partiel ou total des actions acquittées de la compagnie acquéreur, sous le nom de La Compagnie P. C. Couture, avec un capital social de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la paroisse de Saint-Pie de Bagot.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1221-9-2

Sous-secrétaire de la province.

To manufacture, purchase and sell wind mills, pumps, saw-mill machinery, tools and machines of all kinds;

To carry on the trade of smelters of metals of all kinds; to construct, purchase and sell works and blast-furnaces, crucibles, moulds, patterns, machinery and machine-tools necessary or suitable for the carrying on of the above trade;

To acquire the establishment, stock in trade, book debts, and other assets of the firm of Couture & Piché, carrying on business in the parish of Saint Pie de Bagot, and to pay for the same in cash or in paid up shares of the company or partly in cash and partly in paid up shares and to assume the liabilities of the said firm;

To carry on the trade of machinist, repair all kinds of machinery, machine-tools or articles made out of iron, cast iron, copper, steel or of any other metal, and especially to repair and sell agricultural implements of every kind, drays and light carriages, and to act as agents or representatives of any houses or companies manufacturing the above mentioned articles;

To manufacture, purchase and sell all kinds of specialties made out of wood, cast iron or of any other workable materials of any nature whatever;

To apply for, acquire and sell any trade marks, patents, patented or registered inventions or improvements or any other property which may be deemed necessary or suitable to the company in the pursuit of its undertaking and to pay for the same in cash, in paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To purchase, acquire from any person, corporations, any commercial houses or manufactories, the manufactures products whereof are bought, sold or otherwise disposed of by the company and to pay for the same in the manner mentioned in the last paragraph above;

To buy, acquire and hold shares in any company carrying on any business of a like nature as that of the company;

To buy, acquire or lease timber lands or timber limits or the rights and privileges to the cut of timber and to work and manufacture the said timber;

To establish and maintain in any city, towns, villages and other places of the province of Québec, by complying with the laws and regulations in force in the said places, stores, agencies, sample rooms or branches for the sale of the products purchased, manufactured or otherwise acquired by the company;

To pay in paid up shares any services rendered to the company in any nature whatever;

To sell the undertaking or part of the undertaking of the company to any other company and to accept in part or full payment paid up shares of the purchasing company, under the name of "La Compagnie P. C. Couture", with a capital stock of forty-nine thousand, nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the parish of Saint Pie de Bagot.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1222-9-2

Deputy Provincial Secretary.

"Redpath Heights Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf de février, 1915, constituant en corporation MM. Walter Robert Lorimer Shanks, avocat; Francis Georges Bush, teneur de livre; George Robert Drennan, sténographe; Michael Joseph O'Brien et Herbert William Jackson, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, ou autrement et posséder des immeubles;

Construire des maisons d'habitation et autres bâtisses sur tels immeubles ou aucune partie d'iceux;

Vendre, louer, transporter, engager, échanger, disposer de, ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou aucune partie d'iceux, et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement;

Avancer par voie d'emprunts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie, pour bâtir ou pour faire d'autres améliorations;

Avec l'approbation des actionnaires aider par voie d'avances ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts ou travaux d'améliorations censés rendre plus accessibles la propriété de la compagnie, et en augmenter la valeur;

Prendre et détenir des mort-gages, hypothèques droits, ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie, ou de tout argent dû à la compagnie par les acheteurs, ou avancé par la compagnie aux acheteurs ou autres, pour bâtir ou pour faire d'autres améliorations;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer des actions, stocks, débetures ou valeurs dans toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie ou exerçant un commerce capable d'être conduit de manière à bénéficier à la compagnie soit directement, soit indirectement;

Vendre ou autrement disposer d'aucune partie des immeubles ou autre propriété possédée par la compagnie pour telles considérations et à des termes et conditions que la compagnie jugera convenables et accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures, stock ou valeurs de toute autre compagnie en paiement total ou partiel d'icelle;

Emettre des actions entièrement payées et non sujettes à appel, obligations, ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toute propriété réelle ou personnelle, droits ou autres effets acquis par la compagnie à aucun titre, ou pour services rendus par voie de promotion ou autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, ou aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie peut juger convenable, ou se fusionner avec tout individu, société ou corporation exerçant un commerce avec des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie à tels termes et conditions qui peuvent paraître convenables et en paiement de la considération d'icelle accepter de l'argent, ou au lieu d'argent des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, obligations débetures ou autres valeurs de toute corporation et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie de temps à autre en espèce, des actions, obligations, débetures, valeurs ou autres propriétés appartenant à la compagnie;

Redpath Heights Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth of February, 1915, incorporating Messrs. Walter Robert Lorimer Shanks, advocate; Francis George Bush, book-keeper; George Robert Drennan, stenographer; Michael Joseph O'Brien and Herbert William Jackson, clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets lanes, squares or otherwise;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvements calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit; and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, or other securities of the company in payment or part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title, or for services rendered by way of promotion or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part, similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefor to accept cash, or in lieu of cash fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation and to distribute among the shareholders of the company from time to time any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company;

Et en général faire toutes telles autres choses qui sont incidentes à la mise en opération des objets de la compagnie;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Redpath Heights Limited", avec un fond social de cent mille piastres (\$100.000.00), divisé en mille (1.000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1203—9-2 Sous secrétaire de la province.

424—15

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 24 février 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire sous le nom de "Saint-Médard", tout le territoire comprenant les lots Nos 29 à 56 inclus, des rangs X, IX, VIII VII du canton Bedard, dans le comté de Rimouski.

Ce territoire n'appartient à aucune municipalité scolaire.

1249—9-2

"Natural Gas Light, Heat & Power Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1915, constituant en corporation MM. Joseph Gallant, imprimeur; Martin Landés, agent; Amédée Plourde, commis; Laurent Yvon Frégeau, comptable; Joseph Emile Benoit, courtier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Chercher, ouvrir, explorer, développer, améliorer, maintenir et gérer, creuser des mines pour toutes sortes de minéral et substances minérales, pétrole, huiles minérales ou gaz et en faire le commerce; ériger ou acquérir par aucun titre et exploiter des fonderies, raffineries ou autres manufactures pour affiner, manufacturer et utiliser les produits susdits; exercer l'industrie de commerçants généraux en rapport avec aucune des affaires ci-haut décrites, et en général, faire toutes sortes d'affaires qui peuvent être utiles ou accessoires à l'exercice d'aucune des industries ou opérations ci-haut décrites;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal des mines, terrains miniers, droits, propriétés minières, propriétés mobilières et immobilières, options, pouvoirs, privilèges, et les louer, les grever, les mettre sous permis, les hypothéquer et les vendre, en disposer ou en faire le commerce autrement en tout ou en partie, ou tout intérêt s'y rattachant, et les payer en argent ou en actions, ou obligations de la compagnie ou les deux;

Accepter, acquérir et détenir comme considération pour minéral, métaux, gaz, pétroles ou minéraux vendus ou aliénés autrement, ou pour marchandises fournies ou travaux faits par contrat ou autrement, des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de ou dans toutes autres compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie maintenant incorporée, et les vendre ou en disposer autrement;

Construire, changer, exploiter, exécuter ou contrôler, et acheter, louer, ou acquérir, autrement, et vendre, arreter, ou en disposer autre-

And generally to do all such other things as are incidental to the carrying out of the objects of the company;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Redpath Heights, Limited", with a capital stock of hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1204—9-2 Deputy Provincial Secretary.

424—15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 24th February, 1915

The superintendent gives notice that application is made to erect into a school municipality, under the name of "Saint Médard", the whole of the territory including the lot Nos. 29 to 56, both inclusive, of ranges X, IX, VIII and VII, of the township Bedard, in the county of Rimouski.

The above territory is not included in any school municipality.

1250—9-2

Natural Gas Light, Heat & Power Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1915, incorporating Messrs. Joseph Gallant, master printer, Martin Landés, agent; Amédée Plourde, clerk; Laurent Yvon Frégeau, accountant; Joseph Emile Benoit, broker, of the city of Montreal, for the following purposes:

To search for, open, prospect for, develop, improve, maintain and manage, bore mines for all kinds of ores and mineral substances, petroleum, mineral oil or gas and deal therein; to erect or acquire under any title and operate foundries, refineries or other manufactories for refining, manufacturing and utilizing the above products; to carry on the business of general dealers in connection with any of the above businesses, and generally any business which may be incidental or conducive to the carrying on of any of the businesses or operations above described;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or any other legal title mines, mining lands, rights, mining property, moveable and immovable property, options, powers, privilèges and to lease, pledge, grant permits in respect of, hypothecate, sell, dispose of or otherwise deal with the same, in whole or in part, or any interest therein, and to pay for the same, either in cash or in bonds of the company, or both;

To accept, acquire and hold as the consideration for ores, metals, gas, petroleum or minerals sold or otherwise disposed, or for goods supplied or work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds or other securities of or in any other company the objects of which are similar to those of this company hereby incorporated, and to sell or otherwise dispose of same;

To construct, alter, exploit, execute or control, and to purchase, rent or otherwise acquire, and sell, lease or otherwise dispose of any

ment tous travaux, conduites principales, tuyaux, lignes, machines ou usines de toutes sortes et description, équiper, entretenir et exploiter au moyen de l'électricité ou le gaz ou autre pouvoir hydraulique ou mécanique, tous travaux appartenant à la compagnie ou dans lesquels elle peut avoir des intérêts et contribuer, au moyen de subsides, aider autrement ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, régie, exécution ou contrôle;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagement de toutes personnes ou compagnies exerçant aucune partie de l'industrie que cette compagnie maintenant incorporée est autorisée à exercer, ou possédant des biens propres aux fins de son industrie, et les payer en argent ou en action ou obligations de la compagnie ou les deux, construire, entretenir, compléter et exploiter tous travaux pour la production, la vente et la distribution de l'électricité ou du gaz ou des deux pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, dans les comtés de Saint-Hyacinthe et Richelieu;

De temps en temps demander, acheter ou acquérir par cession, transport ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoirs, autorité, franchise, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité suprême municipaux ou locaux, ou toute corporation ou autres pouvoirs publics peuvent être autorisés à décréter, faire ou accorder, et payer pour leur mise à exécution, y aider ou contribuer, et approprier aucune partie du capital des obligations ou biens de la compagnie ou paiement des frais, charges et dépenses d'iceux;

Acquérir de Mr. T. Kite Powell, les droits qu'il détient de la "Canadian Natural Gas Company", pour le creusage de puits pour le gaz et le pétrole dans le territoire contrôlé par cette dernière, et payer pour ces droits au moyen d'actions acquittées de la compagnie maintenant en instance pour incorporation, l'acquisition de ces droits par la dite compagnie contre paiement en actions de cette dernière, pouvant être interprétée comme rencontrant les dispositions de l'article 6019 de la loi des compagnies de Québec;

Acheter, acquérir par achat, concession, donation, transport, échange ou autre titre légal, trafiquer de toute manière avec les actions, parts, obligations ou autres valeurs et preuves de titres, d'autres compagnies ou corporations de même nature, ou les actions, parts, obligations ou autres valeurs de la présente compagnie, pourvu qu'elles aient été payées par ailleurs, au préalable, et le droit de les vendre à, ou les faire vendre par toute personne ou compagnie aux termes, conditions, escomptes ou commissions que les directeurs jugeront convenables;

Les directeurs pourront payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses concernant la formation et l'enregistrement de la compagnie et pour l'annoncer, et rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant des actions du capital de la compagnie, ou des débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, faire tous les actes, actions et choses qui peuvent être utiles ou nécessaires à l'accomplissement de tous ou aucun des objets susdits;

La compagnie aura le droit de payer tous ou aucune partie des bénéfices réalisés par la compagnie, selon qu'il sera jugé à propos, par l'émission en faveur des actionnaires d'actions acquittées de la compagnie au lieu d'argent comptant;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente com-

works, mains, pipes, lines, machinery or shops of every kind and description, to equip, maintain and exploit by means of electricity, gas or other hydraulic or mechanical power any works belonging to the company or in which it may be interested, and to contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in their construction, improvement, maintenance, exploitation, management, execution or control;

To purchase or otherwise acquire and take over the whole or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any part of the business which the company now being incorporated is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of its business, and to pay for the same in cash or in shares or bonds of the company or both, and to construct, maintain, complete and exploit any works for the production, sale and distribution of electricity or gas or both for light, heat and motive power purposes, within the counties of Saint Hyacinthe and Richelieu;

From time to time to apply for, purchase and acquire by assignment, transfer or otherwise and to exercise, carry out and enjoy and statute, ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs charges and expenses thereof;

To acquire from Mr. T. Kite Powell, the rights he holds in the Canadian Natural Gas Company, for the boring of wells for gas and petroleum within the territory controlled by the latter, company, and to pay for such rights by means of paid up shares of the company now seeking incorporation, the acquisition of such rights by the said company in exchange of shares of the latter, to be interpreted as fulfilling the provisions of article 6019 of the Quebec Companies' Act;

To purchase, acquire by purchase, grant, gift, transfer, exchange or other legal title, and in any way deal with the stock, shares, bonds or other securities and evidences of title of other companies or corporations of alike nature, or the stock shares, bonds or other securities of the present company, provided they be previously paid up, and the right to sell the same to or have the same sold by any person or company upon such terms, conditions, discounts or commissions which the directors may think convenient;

The directors may pay out of the funds of the company all expenses incurred for the formation, registration and advertising of the company, and to remunerate any person or company for services rendered in placing the shares of the capital of the company or its debentures or other securities or the conduct of its business, to do all the acts, actions and things which may be deemed incidental or conducive to the attainment of all or any of the above objects;

The company may pay the whole or any part of the benefits realized by the company, according as it may be deemed fit, by the issue in favor of the shareholders of paid up shares of the company instead of cash;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of the present

pagnie, et payer telle fusion en argent ou en actions ou obligations de la présente compagnie ou les deux; conclure des conventions pour le partage des profits et l'achalandage avec toute autre compagnie exerçant une industrie semblable, et acquérir, posséder et vendre des actions ou autres valeurs de telles compagnies et en disposer;

Payer toutes les dépenses en rapport à la formation de la compagnie et pour services rendus par les promoteurs et autres, soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie ou des deux, sous le nom de "Natural Gas Light, Heat & Power, Limited", avec un fonds social de cinq cents mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq cents mille (500,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,
1227-9-2 Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
No 2513-14.

Québec, 24 février 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger le canton Rhodes, dans le comté de Québec, en municipalité scolaire sous le nom de Kiskisink, ce canton n'appartenant à aucune municipalité scolaire.

1293

Avis Divers

Cour Supérieure. No 201. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Delphine Potvin, de la ville de Bromptonville, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Joseph-Arthur Lapierre, hôtelier, du même lieu, Demanderesse; vs Joseph Arthur Lapierre, du même lieu, dit district, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de février, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 22 février 1915. 1319-10-5

7 B. Cour Supérieure, Montréal. Province de Québec. District de Montréal. No 195. Dame Lilian Gertrude Hill, des cité et district de Montréal, épouse de Andrew Black, chauffeur, du même lieu, la dite Dame Lilian Gertrude Hill, dûment autorisée par un jugement de cette honorable cour, rendu le vingt-cinq janvier 1915, aux fins d'instituer une action en séparation de corps et de biens contre le dit Andrew Black, Demanderesse; vs le dit Andrew Black, chauffeur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le vingt-sept janvier 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN
& STAIRS,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 2 mars 1915. 1377-10-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1243. Dame Motel Doborah Magid, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Osil Naitanson,

company, and to pay such amalgamation in cash or in paid up shares or bonds of the present company or both; to make any agreements for the sharing of profits and goodwill with any other company carrying on a similar business; and to acquire, hold and sell and dispose of shares or other securities of such companies;

To pay all expenses in connection with the formation of the company and for services rendered by the promoters and others, either in cash or in paid up shares of the company or both, under the name of Natural Gas Light, Heat & Power, Limited, with a capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five hundred thousand (500,000) shares of one hollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,
1228-9-2 Deputy Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.
No. 2513-14.

Quebec, 24th February, 1915.

The superintendent gives notice that application is made to erect the township Rhodes, in the county of Quebec, into a school municipality under the name of Kiskisink, the said township forming no part of any school municipality.

1294

Miscellaneous Notices

Superior Court. No. 201. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Delphine Potvin, of the town of Bromptonville, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Joseph Arthur Lapierre, hotel-keeper, of the same place, Plaintiff; vs Joseph Arthur Lapierre, of the same place, said district, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighteenth day of February, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, 22nd February, 1915. 1320-10-5

7 B. Superior Court, Montreal. Province of Quebec, District of Montreal. No. 195. Dame Lilian Gertrude Hill, of the city and district of Montreal, wife of Andrew Balck, chauffeur, of the same place, the said Dame Lilian Gertrude Hill duly authorized by judgment of this honorable court, rendered on the 25th of January, 1915, to institute an action in separation from bed and board from the said Andrew Black, Plaintiff; vs the said Andrew Black, chauffeur, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted by the plaintiff against the Defendant, on the 27th of January, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN
& STAIRS,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 2nd March, 1915. 1378-10-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1243. Dame Motel Doborah Magid, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Osil Naitan-

marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Osil Naitanson; marchand, du même lieu Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-troisième jour de février 1915.

W. SOLOMON,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 1er mars 1915. 1379—10-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Rimouski. No 5144. Madeleine Babik, de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, district de Rimouski, épouse de Moïse Habib, commerçant, du même lieu, Demanderesse; vs le dit Moïse Habib, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er mars 1915.

TESSIER & COTE,
Procureurs de la Demanderesse.
Rimouski, 1er mars 1915. 1355—10-5

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 3867. Dame Eva Gaudry, épouse commune en biens par contrat de mariage de Joseph Chartrand, entrepreneur, de la cité et district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Joseph Chartrand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 11ème jour de février 1915.

LEBLANC, BROSSARD,
FOREST & LALONDE,
1187—9-5 Procureurs de la demanderesse.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1127.

Dame Francis Palfrey, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles T. Hooper, du même lieu,

Requérante;

vs

Le dit Charles T. Hooper, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le dit défendeur a été institué dans cette cause, le 8 février 1915.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 18 février 1915. 1191—9-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu,
No 5782.

Dame Léona Valois de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Philippe Léveillé, journalier, de la paroisse de Saint-Aimé, dit district, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

F. LEFEBVRE,
Procureur de la demanderesse.
Sorel, 18 février 1915. 1243—9-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.

Dame Alice Desrosiers, épouse de George Auger, commerçant, de la cité de Sherbrooke, dûment autorisée, vs le dit George Auger,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

J. H. LEMAY,
Procureur de la Demanderesse.
Sherbrooke, 10 janvier 1915. 1211—9-5

son, marchand, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Osil Naitanson, merchant, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 23rd day of February, 1915.

W. SOLOMON,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 1st February, 1915. 1380—10-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Rimouski. No. 5144. Madeleine Babik, of the parish of Saint Jérôme de Matane, district of Rimouski, wife of Moïse Habib, trader, of the same place, Plaintiff; vs the said Moïse Habib, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 1st of March, 1915.

TESSIER & COTE,
Attorneys for the Plaintiff.
Rimouski, 1st March, 1915. 1356—10-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 3867. Dame Eva Gaudry, wife common as to property by contract of marriage of Joseph Chartrand, contractor, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Joseph Chartrand, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant, on the 11th day of February 1915.

LEBLANC, BROSSARD,
FOREST & LALONDE,
1188—9-5 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1127.

Dame Francis Palfrey, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles T. Hooper, of the same place,

Petitioner;

vs

The said Charles T. Hooper, of the same place,
Respondent.

An action for separation as to property against the defendant has been instituted in the above case, on the 8th of February, 1915.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 18th February, 1915. 1192—9-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu,
No. 5782.

Dame Léona Valois of the city of Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Philippe Léveillé, laborer, of the parish of Saint Aimé, said district, duly authorized, has, this day taken an action for separation as to property and from bed and board against her said husband.

F. LEFEBVRE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 18th February, 1915. 1244—9-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.

Dame Alice Desrosiers, wife of George Auger, trader, of the city of Sherbrooke, duly authorized, vs the said George Auger,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant.

J. H. LEMAY,
Attorney for the Plaintiff.
Sherbrooke, 10th January, 1915. 1212—9-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3805.

Dame Florida Lauzon, des cité et district de Montréal, épouse de Ferdinand Paquette, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse; vs Ferdinand Paquette, plombier, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur le 2ème jour de février 1915.

GONZALVE DESAULNIERS,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 16 février 1915. 1107—8-5

Cour Supérieure. Arthabaska. No 37. Une action en séparation de biens a été instituée ce troisième jour de février 1915 par Dame Eva Carrier, de la cité de Thetford Mines, épouse commune en biens de J. Fernand Ouellet, du même lieu, commerçant, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,
Procureurs de la demanderesse.

985—7-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dame Emilia Lemire, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Labrie, marchand, du même lieu, la dite Dame Emilia Lemire, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse;

vs

Wilfrid Labrie, marchand, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

CAMILLE TESSIER,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 février 1915. 1071

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Ottawa.

No 3976.

Dame Salomé Charron, épouse de Isidore Paquin, marchand, de la cité de Hull, dûment autorisée par un juge de la Cour supérieure du district d'Ottawa,

Demanderesse;

vs

Isidore Paquin, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par la demanderesse.

DEVLIN & STE-MARIE,
Procureurs de la demanderesse.

Hull, 3 février 1915. 921

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.

No 4596.

Dame Marie Schmitt, épouse commune en biens de Joseph Maurice Brouillette, journalier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Maurice Brouillette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, contre le défendeur en cette cause.

YVON, GENDRON & TRUDEL,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, le 6 février 1915. 919—7-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3805.

Dame Florida Lauzon, of the city and district of Montreal, wife of Ferdinand Paquette, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, for the purpose of the presents, Plaintiff; vs Ferdinand Paquette, plumber of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 2nd day of February, 1915.

GONZALVE DESAULNIERS,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 16th February, 1915. 1108—8-5

Superior Court. Arthabaska. No. 37. An action for separation as to property has been instituted this third day of February, 1915, by Dame Eva Carrier, of the city of Thetford, wife common as to property of J. Fernand Ouellet, of the same place, trader, against her said husband.

WALSH & POISSON,
Attorneys for Plaintiff.

986—7-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Emilia Lemire, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Labrie, merchant, of the same place, the said Dame Emilia Lemire, duly authorized to *ester en justice*,

Plaintiff;

vs

Wilfrid Labrie, merchant, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against the defendant.

CAMILLE TESSIER,
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 11th February, 1915. 1072

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Ottawa.

No. 3976.

Dame Salomé Charron, wife of Isidore Paquin, merchant, of the city of Hull, duly authorized by a judge of the Superior Court of the district of Ottawa,

Plaintiff;

vs

Isidore Paquin, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been entered this day by the plaintiff.

DEVLIN & STE-MARIE,
Attorneys for plaintiff.

Hull, 3rd February, 1915. 922

Superior Court.

Province of Québec,
District of Montreal.

No. 4596.

Dame Marie Schmitt, wife common as to property of Joseph Maurice Brouillette, laborer, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Maurice Brouillette, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant in this cause.

YVON, GENDRON & TRUDEL,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 6th February, 1915. 920—7-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 5251.

Dame Rikle Shereshevsky, de la cité et du district de Montréal, épouse de Max Zelewiansky, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Max Zelewiansky, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2 février 1915.

ISIDORE BALLON,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 2 février, 1915. 807—6-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2871.

Dame Joséphine Wiallard, de la cité de Montréal, épouse de Marie Joseph Ernest Bousquet, médecin, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Marie Joseph Ernest Bousquet, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 28ème jour de janvier 1915.

ST-GERMAIN, GUERIN
& RAYMOND,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 1er février 1915. 775—6-5

Cour Supérieure.—Québec.

No 2581.

Dame B. Boivin, Demanderesse; vs J. W. Fiset, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 janvier 1915.

TURGEON, ROY,
LANGLAIS & MORIN,
Procureurs de la Demanderesse.
Québec, 6 février 1915. 953—7-5

District de Beauce. Cour Supérieure. Dame Marie-Emma Talbot, de Sainte-Aurèle, Beauce, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi, en séparation de biens, son mari, Jean Giguère, marchand, du même lieu.

PACAUD & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.
8 février 1915. 939—7-5

Dame Diana Vincent, épouse commune en biens de Aldéric Langevin, cultivateur de la paroisse de Verchères, a intenté aujourd'hui, une action en séparation de biens, contre son dit mari, devant la Cour supérieure du district de Montréal, dans la cause portant le No 1986 des registres de la dite cour.

SENECAL & GELINAS,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 30 janvier 1915. 881—6-5

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Richelieu.
No 5773.

Dame Anna Langlade, de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Irena Robitaille, boulanger du même lieu a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

F. LEFEBVRE, C. R.,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 2 février 1915. 837—6-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 5251.

Dame Rikle Shereshevsky, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Max Zelewiansky, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Max Zelewiansky, Defendant.
An action in separation to property has been instituted on this 2nd day of February, 1915.

ISIDORE BALLON,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 2nd February, 1915. 808—6-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2871.

Dame Joséphine Wiallard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Marie Joseph Ernest Bousquet, of the same place, physician, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Marie Joseph Ernest Bousquet, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 28th day of January, 1915.

ST-GERMAIN, GUERIN
& RAYMOND,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 1st February, 1915. 776—6-5

Superior Court.—Quebec.

No. 2581.

Dame B. Boivin, Plaintiff; vs J. W. Fiset, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 29th of January, 1915.

TURGEON, ROY,
LANGLAIS MORIN,
Attorneys for the plaintiff.
Quebec, 6th February, 1915. 954—7-5

District of Beauce. Superior Court. Dame Marie Emma Talbot, of Sainte Aurèle, Beauce, duly authorized to *ester en justice*, has, this day instituted an action for separation as to property, against her husband, Jean Giguère, merchant, of the same place.

PACAUD & MORIN,
Attorneys for the plaintiff.
8th February, 1915. 940—7-5

Dame Diana Vincent, wife common as to property of Aldéric Langevin, farmer of the parish of Verchères has to day instituted an action for separation as to property, against her said husband, in the Superior Court of the district of Montreal, in the cause bearing the number 1986 of the records of the said court.

SENECAL & GELINAS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th January, 1915. 882—6-5

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Richelieu.
No. 5773.

Dame Anna Langlade of the city of Sorel, wife common as to property of Irena Robitaille, baker of the same place has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

F. LEFEBVRE, K. C.,
Attorney for Plaintiff.
Sorel, 2nd February, 1915. 838—6-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 2031.

Dame Leah Nissensohm, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Nathan Charness, du même endroit, la dite Dame Leah Nissensohm, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Nathan Charness, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour, instituée contre le défendeur en cette cause.

WEINFELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 février 1915. 1001—7-5

Dans la Cour Supérieure.

Canada
Province de Québec,
District de Beauce.
No 2114.

Dame Délina Tardif, épouse commune en biens de Pierre Guay, boucher de Saint-Camille de Bellechasse, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Pierre Guay, boucher de Saint-Camille, Bellechasse, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de février 1915.

BOLDUC & BEAUDOIN,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 10 février 1915. 1027—7-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 902.

Alphonse Lalumière, de la cité et du district de Montréal, Demandeur;

vs

Dame Emma Guimont, épouse commune en biens de Alphonse Lalumière, de la cité et du district de Montréal, du même lieu, autorisée à ester en justice, Défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par le demandeur contre la défenderesse le 13 janvier 1915.

DAGENAIS, NORMANDEAU,
GROTHER & YVON,
Procureurs du demandeur.

Montréal, 3 février 1915. 889

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 437.

Dame Emma Masson, épouse commune en biens de Louis Fréchette, journalier, dûment autorisée, dans la cité et du district des Trois-Rivières, Demanderesse; vs Le dit Louis Fréchette, autrefois de la cité des Trois-Rivières et actuellement à Notre-Dame-des-Anges, dans le district de Québec, Défendeur.

La demanderesse a institué, le 29 janvier dernier (1915), une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

CHARLES BOURGEOIS,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 9 février 1915. 979

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 2031.

Dame Leah Nissensohm, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Nathan Charness of the same place, the said Dame Leah Nissensohm, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Nathan Charness, of the city and district of Montreal, merchant. Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted against the Defendant.

WEINFELD & LEDIEU,
Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 6th February, 1915. 1002—7-5

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Beauce.
No. 2114.

Dame Délina Tardif, wife common as to property of Pierre Guay, butcher, of Saint Camille de Bellechasse, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Pierre Guay, butcher of Saint Camille, Bellechasse, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 10th day of February, 1915.

BOLDUC & BEAUDOIN,
Attorneys for the Plaintiff.

Saint Joseph Beauce, 10th February, 1915. 1028—7-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 902.

Alphonse Lalumière, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

vs

Dame Emma Guimont, wife common as to property of Alphonse Lalumière, of the city and district of Montreal, of the same place, said district, authorized for the purpose of the presents, Defendants.

An action in separation as to bed and board has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 13th of January, 1915.

DAGENAIS, NORMANDEAU,
GROTHER & YVON,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd February, 1915. 890

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 437.

Dame Emma Masson, wife common as to property of Louis Fréchette, journeyman, duly authorized of the city and district of Three Rivers, Plaintiff; vs The said Louis Fréchette, heretofore from the city of Three Rivers and actually in Notre Dame des Anges, district of Quebec, Defendant.

The plaintiff has instituted, the 29th day of January, (1915), an action for separation as to property and from bed and board against her husband.

CHARLES BOURGEOIS,
Attorney for Plaintiff.
Three Rivers, 9th February, 1915. 980

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

No 469.

Dame Marie Arseneault, de la ville de Shawinigan Falls, épouse commune en biens de William Nicol du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit William Nicol, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

DESY & LANGLOIS,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 16 février, 1915. 1125—8-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville.

No 80.

Dame Marie-Louise Riel, épouse commune en biens de Napoléon Beaudin, mouleur du village de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, et dûment autorisée par cette cour à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Napoléon Beaudin, mouleur du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de février, 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,

BEAULIEU & MERCIER,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Jean d'Iberville, 17 février 1915.

1147—8-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 5343.

Avis est par les présentes donné que Dame Eva Tresser, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac Samuel Wagner, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DELORIMIER, C. R.,

Avocat de la demanderesse

Montréal, 13 février 1915.

1149—8-5

Cour Supérieure. District de Saint-François. No 213. Dame Armida Langlois, épouse commune en biens de Zacharie Gosselin, charretier, de la ville de East Angus, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour intenté une action en séparation de biens contre son mari.

LIONEL FOREST,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 23 février 1915.

1255—9-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

No. 469.

Dame Marie Arseneault, wife common as to property of William Nicol of the town of Shawinigan Falls and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff;

vs

The said William Nicol, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on this case on the 6th of February, 1915.

DESY & LANGLOIS,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 16th February, 1915.

1126—8-5

Superior Court.

Province of Quebec.
District of Iberville.

No. 80.

Dame Marie-Louise Riel, wife common as to property of Napoléon Beaudin, moulder of the village of Saint Remi, in the district of Iberville, and duly authorized to ester en justice,

Plaintiff;

vs

Napoléon Beaudin, moulder of the same place,
Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case the twelfth day of February, 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,

BEAULIEU & MERCIER,

Attorneys for plaintiff.

Saint Jean d'Iberville, 17th February, 1915.

1148—8-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 5343.

Notice is hereby given that Dame Eva Tresser, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isaac Samuel Wagner, of the same place, merchant, duly authorized to ester en justice, has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DELORIMIER, K. C.,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th February, 1915. 1150—8-5

Superior Court. District of Saint Francis. No. 213. Dame Armida Langlois, wife common as to property of Zacharie Gosselin, of the town of East Angus. said district, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,

Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 23rd February, 1915 1256—9-5

Avis de Faillites

In re Hanna & Compagnie, Marchandises Sèches, Hull, P. Q.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et le dividende sera payable à mon bureau le ou après le 11 mars prochain 1915.

J. E. COUTURE,
Cessionnaire.

1325

Bankrupt Notices

In re Hanna & Company, Dry Goods, Hull, P. Q.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and dividend will be payable at my office on or after the 11th March, next, 1915.

J. E. COUTURE,
Assignee.

1326

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 441.

Dans l'affaire de Villemure & Frère, Grand'Mère,
Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 23^{ème} jour de février 1915, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

HENRI BISSON,
Curateur.

Edifice Banque d'Hochelaga.
Trois-Rivières, 25 février 1915. 1307

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re succession vacante Georges E. Berthelot.

Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, et sera payable à mon bureau, le ou après le 22 mars 1915.

Toute contestation devra m'être adressée avant cette dernière date.

H. P. PEPIN,
Curateur.

35, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 1^{er} mars 1915. 1329

District de Québec.

Dans l'affaire de J. Lemesurier & Sons, manufac-
turières, Québec, Insolventes.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 19 mars 1915.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 20 mars 1915.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 27 février, 1915. 1331

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Share & Caplan, des cité et district de
Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que les susdits faillis ont ce jour, fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens des dits faillis.

J. W. MICHAUD,
Dep. gardien provisoire

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 27 février 1915. 1317

District de Québec.

La succession de feu Georges Marchand, fabricant de bouilloires de Québec, a le 23^{ème} jour de février 1915 fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 26 février 1915. 1321

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 441

In the matter of Villemur & Frère, Grand'Mère,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of February, 1915, I was appointed curator to the estate of the said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

HENRI BISSON,
Curator.

Hochelaga Bank Building.
Three Rivers, 25th February, 1915. 1308

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re vacant estate George E. Berthelot.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, and will be payable at my office on or after the 22nd day of March, 1915.

Any contestation must be filed with me before the above date.

H. P. PEPIN,
Curator.

35, Saint James street, Montreal.
Montreal, 1st March, 1915. 1330

District of Quebec.

In the matter of J. Lemesurier & Sons, manu-
facturers, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 19th March, 1915.

This dividend will be payable at our office on or after the 20th March, 1915.

BEDARD & BELANGER,
Joint Curators.

Office: 101, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 27th February, 1915. 1332

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Share & Caplan of the city and district of
Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have this day made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,
Dep. Provisional Guardian.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
55 Saint François Xavier, Montreal.
Montreal, 27th February, 1915. 1318

District of Quebec.

The estate of the late Georges Marchand, boiler maker of Quebec, has on the 23rd day of February, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101 Saint Peter street.
Quebec, 26th February, 1915. 1322

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 94.

*Re J Wiseman, 679 Avenue Henri Julien,
Failli.*

Avis est par le présent donné que le vingt-quatrième jour de février 1915, j'ai été nommé, par ordre de la cour, curateur aux biens de Jos. Wiseman.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans trente jours de cet avis.

N. SWAN,
Curateur.

Bureau de Nicholas Swan,
Chambre 5, 22 rue Saint-Jean,
Téléphone Main 5505.
Montréal, 25 février 1915. 1309

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 86.

In re Elizabeth Frances Hoar. alias Orr. Stephen Dairy Company.

Avis vous est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens susdits.

Les réclamations non encore en ma possession, devront être produites entre mes mains dans trente jours de cet avis.

F. J. GRIMOND,
Curateur.

590 Sherbrooke Ouest.
Montréal, 25 février 1915. 1311

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 116.

In re Louis Frischling & Mendel Seidman "The Alaska Fur Trading Co", Montréal

Insolvables.

Avis est par le présent donné que les susdits insolubles ont, ce vingt-sixième jour de février 1915, fait une cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Gardien provisoire.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 rue Notre-Dame Est,
Chambers 25 et 26 Edifice "La Sauvegarde".
Montréal, Que. 1313

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 59.

In re Achille Dumontet, Failli;

J. Alexandre Saint-Denis, Curateur.

Avis est donné que le douzième jour de février 1915, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. A. ST. DENIS,
Curateur.

Saint-Rémi de Napierville, Qué., 26 février 1915. 1315

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 94.

Re J. Wiseman, 679 Henri Julien Avenue, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty fourth day of February, 1915, I was appointed, by order of the court, curator to the estate of Jos. Wiseman.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

N. SWAN,
Curator.

Office of Nicholas Swan,
Room 5, 22 Saint John street,
Phone Main 5505.
Montreal, 25th February, 1915. 1310

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 86.

In re Elizabeth Frances Hoar. alias Orr. Stephen Dairy Company.

Notice is hereby given to you that by an order of the court, I have been appointed curator of this estate.

Sworn claims not yet in my hands, must be filed with me within thirty days from this notice.

F. J. GRIMOND,
Curator.

590 Sherbrooke street West.
Montreal, 25th February, 1915. 1312

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 116.

In re Louis Frischling & Mendel Seidman "The Alaska Fur Trading Co", Montreal,

Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have this 26th day of February, 1915, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Provisional Guardian.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre-Dame street East,
Rooms 25 and 26, "La Sauvegarde" Bldg.
Montreal, Que. 1314

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Achille Dumontet,

Insolvent;

and
J. Alexandre Saint-Denis, Curateur.

Notice is hereby given that on the twelfth day of February, 1915, the undersigned was, by an order of the court, appointed curator to the estate of the above named insolvent, who made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

All claims duly attested under oath must be filed with me within thirty days from the date of this notice.

J. A. ST. DENIS,
Curator.

Saint Rémi de Napierville, 26th February, 1915 1316

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Eugène Munsey, 635, Ontario-Est, 887,
Sainte-Catherine-Est, Montréal,

Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 26ième jour de février 1915, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83, rue Craig ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820, Edifice "Power".
Montréal, 26 février 1915.

1373

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re J. S. Lonn, 182 et 198, rue Saint-Laurent,
Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-quatrième jour de février 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire dûment attestées sous serment dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
Chambre 24—55, rue Saint-François-Xavier.
Montréal, 2 mars 1915.

1375

District d'Iberville.

Dans l'affaire de Harry Mendelson, marchand,
Saint-Jean, P. Q., Insolvable.

Harry Mendelson, marchand, de Saint-Jean, P. Q., a, le 22ième jour de février 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure du district d'Iberville, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre.
Québec, le 2 mars 1915.

1365

Dans l'affaire de Moses Lax, (Fashion Novelty),
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, lequel est sujet à objection jusqu'au 20 mars 1915, après laquelle date, les dividendes seront payables à notre bureau.

GIROUARD & VALENTINE,
Curateurs.

225, rue Saint-Jacques.
Montréal, 2 mars 1915.

1367

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Kamouraska.

Re J. E. Lapointe, Fraserville,

Avis est par le présent donné que le 25 février 1915, par un ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur des biens du susnommé.

Toute réclamation doit être produite entre mes mains sous trente jours de cette date.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureau de Kent & Turcotte, Montréal.

1369

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Eugène Munsey, 635, Ontario-Est, 887,
Sainte Catherine Est, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the 26th day of February, 1915, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator of the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83, Craig street west, Montreal, if they have not already done so, within thirty day of the present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power" Bldg.
Montreal, 26th February, 1915.

1374

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. S. Lonn, 182 and 198, Saint Lawrence street,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 24th day of February, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and Liquidators,
Room 24—55, Saint Francis Xavier street.
Montreal, 2nd March, 1915.

1376

District of Iberville.

In the matter of Harry Mendelson, merchant,
Saint John, P. Q., Insolvent.

Harry Mendelson, merchant, of Saint John, P. Q., has, on the 22nd day of February, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Iberville, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101, Saint Peter street.
Quebec, 2nd March, 1915.

1366

In the matter of Moses Lax, (The Fashion Novelty),
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be opened to objection until the 20th of March, 1915, after which date, said dividend will be payable at our office.

GIROUARD & VALENTINE,
Curators.

225, Saint James street.
Montreal, 2nd March, 1915.

1368

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Kamouraska.

Re J. E. Lapointe, Fraserville, Que.

Notice is hereby given that on the 25th February, 1915, by an order of the Court, I was appointed curator to the above named.

Claims must be filed with me within thirty days from this date.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte, Montreal.

1370

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 101.

In re "Mendel Seidman & Myer Seidman",
"Seidman Bros. Co.", Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, rendu ce vingt-sixième jour de février 1915, les soussignés ont été nommé curateur aux biens des susdits faillis.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
Curateur.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92, Notre-Dame Est.
Chambre: 25 et 26 Edifice "La Sauvegarde".
Montréal, 1er mars 1915. 1381

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.

In re "Upton Sash & Door Factory, Upton,
Que., Insolubles.

Avis est par le présent donné que le 2ième jour de mars 1915, les susnommés ont fait cession de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

W. H. HENDERS.
Gardien provisoire.

Bureau de Kent & Turcotte, Montréal. 1371

Avis

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que quarante personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$45,445.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus, de la province de Québec, 1909, ce premier jour de mars 1915.

GREGOIRE LEMAY,
Président.

1335 SIMEON BERNARD,
Secrétaire.

A tous les intéressés:

Prenez avis que la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin", a cessé de faire affaires dans la province de Québec, et a notifié par écrit à cet effet le Trésorier Provincial, et l'Inspecteur des Assurances, et qu'elle a réassuré tous les contrats en vigueur effectués dans cette province dans la "Metropolitan Life Insurance Company of New York", compagnie enregistrée pour faire affaire dans la province de Québec, et qu'elle demandera au lieutenant-gouverneur en conseil le vingt-deuxième jour de mars 1915 la remise de ses valeurs et les créanciers éventuels ou actuels, s'opposant à la dite remise sont par ces présentes priés de faire leurs oppositions au bureau de l'Inspecteur des Assurances le ou avant le vingt-deuxième jour de mars 1915.

M. M. SPERBER,
Procureur pour la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province de Québec.

Montréal, 21 décembre 1914. 6563-6

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 101.

In re Mendel Seidman & Myer Seidman, "Seidman Bros. Co.", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, rendered this 26th day of February, 1915, the undersigned has been appointed curator of the above named insolvents.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
Curator.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92, Notre Dame street, East,
Rooms: 25-26. "La Sauvegarde" Bldg.
Montreal, 1st March, 1915. 1382

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinthe.

In re Upton Sash & Door Factory, Upton,
Que., Insolvents.

Notice is hereby given that on the 2nd of March, 1915, the above named have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

W. H. HENDERS.
Provisional Guardian.

Office of Kent & Turcotte, Montreal. 1372

Notice

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière" in the county of Lotbinière, in the province of Quebec, has complied with the provisions of article 6889 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and that forty duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect insurance to the amount of \$45,445.00.

Given pursuant to article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this first day of March, 1915.

GREGOIRE LEMAY,
Président.

1336 SIMEON BERNARD,
Secretary.

To whomsoever it may concern:

Take notice that the United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin has ceased to do business in the province of Quebec, and has given written notice to that effect to the Provincial Treasurer and to the Inspector of Insurance, and that it has reinsured all outstanding contracts effected in this province in the Metropolitan Life Insurance Company of New York, a company registered to do business in the province of Quebec, and that it will apply to the Lieutenant-Governor in council on the 22nd of March 1915, for the release of its securities, and all claimants contingent, or actual, opposing the said release, are hereby called upon to file their oppositions with the Inspector of Insurance on or before the 22nd of March, 1915.

M. M. SPERBER,
Attorney for United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province of Quebec.

Montreal, 21st December, 1914. 6564

Vente de Faillite

AVIS DE VENTE DES BIENS D'UN FAILLI.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford,
No. 241.

Ve Josaphat Bibeau,

Failli;

Joseph Leopold Dozois,

Curateur.

Avis est par le présent donné que mercredi, le dix septième jour de mars 1915, à deux heures de l'après midi, seront vendus sur les lieux à Lawrenceville, P. Q., les biens du failli, consistant:

1. En un immeuble situé au village de Lawrenceville, dans le comté de Shefford et comprenant les lots numéros 800 et 801 du cadastre du canton de Stukely, avec l'hôtel qui est érigé et ses dépendances.

2. Le mobilier garnissant le dit hôtel et servant à son exploitation ainsi que la licence d'hôtel.

Pour être vendus comme un seul tout au plus haut et dernier enchérisseur, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du soussigné à Granby, Qué.

J. L. DOZOIS,

Curateur.

Granby, Qué., 20 février 1915.

1179-9-2

Vente par Encan

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

VENTE A L'ENCAN

Cour Supérieure.

Canada,

Province de Québec,
District de Québec.
No 1539.

Dans l'affaire de "St. Romuald Hardwood Flooring Co., Ltd", Saint-Romuald, En Liquidation.

Avis est par le présent donné que mardi, le 16 mars 1915, à 11 heures a. m., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, les biens immeubles de cette succession comme suit:

1. Un lot de terre situé à Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinq (105) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald avec la manufacture, chaufferie et autres bâtisses dessus construites et aussi avec engin, bouilloire, planer, banc de scie, arbres de couche, poulies, courroies, etc.

Conditions de paiement: argent comptant.

BEDARD & BELANGER,

Liquidateurs.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 24 février 1915.

1323

Insolvent Sale

NOTICE OF SALE OF INSOLVENTS PROPERTY.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford,
No. 241.

Ve Joseph Bibeau,

Insolvent;

Joseph Leopold Dozois,

Curator.

Notice is hereby given that on wednesday the seventeenth day of March 1915, at two o'clock in the afternoon, on the premises at Lawrenceville, P. Q., shall be sold the property of the said insolvent consisting:

1. Of a certain immoveable situate at the village of Lawrenceville, in the county of Shefford comprising cadastral lots numbers 800 and 801 according to the official plan of the township of Stukely with the Hotel erected thereon and its appurtenances.

2. Of the moveable property being the moveable effects garnishing and furnishing said hotel, and largely an appurtenance of said hotel.

The whole to be sold together as a going concern to the highest and last bidder, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the undersigned at Granby, Que.

J. L. DOZOIS,

Curator.

Granby, Qué., 20th February, 1915. 1180-9-2

Auction Sale

UNDER THE WINDING UP ACT

AUCTION SALE

Superior Court.

Canada,

Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 1539.

In the matter of "St. Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd", Saint Romuald, In Liquidation.

Notice is hereby given that on tuesday, 16th February, 1915, at 11 o'clock A. M., will be sold at our office, 101, Saint Peter street, the immoveable property of this estate as follows:

1. One lot of land situate at Saint Romuald d'Etchemin, county of Levis, known and designated as forming part of lot number hundred and five (105) of the official cadastre for the parish of Saint Romuald with the factory, dry kiln and all other buildings thereon constructed and also the engine, boiler, planer, bench saw, shafts, pulleys, belts, &c.

Terms: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Liquidators.

Office: 101, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 24th February, 1915.

1324

Licitation

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4613.

LICITATION

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-troisième jour de février mil neuf cent quinze, dans une cause dans laquelle Simon Gravel, des cité et district de Montréal, rentier, est demandeur; et Charles Meunier; Marie Meunier, fille majeure, usant de ses droits, Elmire Meunier, épouse de M. Paquette, et le dit M. Paquette pour autoriser et assister sa dite épouse; Elmire Meunier, épouse de Arthur Beausoleil, et le dit Arthur Beausoleil, pour autoriser et assister sa dite épouse; Delia Meunier, épouse de Arthur Fournier, et le dit Arthur Fournier, pour autoriser et assister sa dite épouse; Marie-Louise Meunier, épouse de Louis Germain, et le dit Louis Germain, pour autoriser et assister sa dite épouse; Louis Meunier; Alexina Meunier, épouse de Alexandre Dumani, et le dit Alexandre Dumani, pour autoriser et assister sa dite épouse; Marie Gingras, épouse de Narcisse Nolin, et le dit Narcisse Nolin, pour assister et autoriser sa dite épouse, tous des cité et district de Montréal; Rosa Gingras, de la ville de Joliette, épouse de Armand Leblanc, et le dit Armand Leblanc, pour autoriser et assister sa dite épouse; Denise Gingras, des cité et district de Montréal, épouse de Edmond Quévillon, et le dit Edmond Quévillon, pour autoriser et assister sa dite épouse; Amenda Lauzon, épouse de John-G. Johnson, et le dit J. G. Johnson, aux fins d'assister et autoriser sa dite épouse; Iréné Lauzon, épouse de Emile Depocas, avocat, et le dit Emile Depocas aux fins de l'assister et de l'autoriser; Diana Lauzon, épouse de H. Gadbois, médecin, et le dit H. Gadbois aux fins de l'assister et de l'autoriser, Germaine Lauzon, fille majeure usant de ses droits, Eléonore Desjardins, des cité et district de Montréal, fille majeure usant de ses droits, Louise Desjardins, fille majeure usant de ses droits, des cité et district de Montréal, Jean Desjardins, Ovila Bleau, des cité et district de Montréal, Anna Paré, fille majeure et usant de ses droits, François Xavier Labelle, des cité et district de Montréal, Joseph Labelle, de la cité de Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, Paul Labelle, du dit endroit, Louise Labelle, de la cité de Roubaix, France, épouse de Alphonse Duhamel, et le dit Alphonse Duhamel du dit endroit, pour autoriser et assister sa dite épouse Ovila Labelle, de la cité de Maisonneuve, Mélina Labelle, veuve de Charles Desnoyers, de la cité de Maisonneuve, Aurée Gravel, épouse de Frank Fix, de la cité de Duluth dans l'Etat du Minnesota, et le dit Frank Fix, pour autoriser et assister sa dite épouse, Valérie Duclos, épouse de Jos. Bachand, de l'endroit appelé Asbestos, dans le Comté de Richmond, district de Saint-François, et le dit Joseph Bachand pour autoriser et assister sa dite épouse; Henri Duclos, de la cité de Duluth, Joseph Duclos, de l'endroit appelé Roxton Falls, district de Saint-Hyacinthe, Alfred Duclos, de lieux inconnus dans les Etats-Unis d'Amérique, Rachel Duclos, épouse de T. Demers du susdit endroit de Roxton Falls, et le dit T. Demers pour autoriser et assister sa dite épouse, et le susdit Charles Meunier es-qual, de curateur à la substitution créée en le testament de Théodore Gravel en son vivant cultivateur de St-François de Sale, dans ce district, nommé par ordonnance en date du 20 novembre 1914, et aussi

Licitation

Superior Court.

Province of Quebec,
Province of Montreal,
No. 4613.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty third day of February, one thousand nine hundred and fifteen, in a cause wherein Siméon Gravel, of the city and district of Montreal, rentier, is Plaintiff; and Charles Meunier, Marie Meunier, spinster, in the full exercise of her rights, Elmire Meunier, wife of M. Paquette, and the said M. Paquette, to authorize and assist his said wife; Elmire Meunier, wife of Arthur Beausoleil and the said Arthur Beausoleil, to authorize and assist his said wife; Delia Meunier, wife of Arthur Fournier, and the said Arthur Fournier, to authorize and assist his said wife, Marie Louise Meunier, wife of Louis Germain, and the said Louis Germain, to authorize and assist his said wife; Louis Meunier, Alexina Meunier; wife of Alexandre Dumani, and the said Alexandre Dumani, to authorize and assist his said wife; Marie Gingras, wife of Narcisse Nolin, and the said Narcisse Nolin to authorize and assist his said wife, all of the city and district of Montreal; Rosa Gingras, of the town of Joliette, wife of Armand Leblanc, and the said Armand Leblanc, to authorize and assist his said wife; Denise Gingras, of the city and district of Montreal, wife of Edmond Quévillon, and the said Edmond Quévillon, to authorize and assist his said wife; Amanda Lauzon, wife of John G. Johnson, and the said J. G. Johnson, to authorize and assist his said wife; Irene Lauzon, wife of Emile Depocas, advocate, and the said Emile Depocas, to authorize and assist his said wife; Diana Lauzon, wife of H. Gadbois, physician, and the said H. Gadbois, to authorize and assist his said wife; Germaine Lauzon, spinster, in the full exercise of her rights, Eleonore Desjardins, of the city and district of Montreal, spinster in the full exercise of her rights, Louise Desjardins, spinster, in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, Jean Desjardins, Ovila Bleau, of the city and district of Montreal, Anna Paré, spinster, in the full exercise of her rights, François Xavier Labelle, of the city and district of Montreal, Joseph Labelle, of the city of Chicago, in the State of Illinois, Paul Labelle, of the same place, Louise Labelle, of the city of Roubaix, France, wife of Alphonse Duhamel, and the said Alphonse Duhamel, of said place, to authorize and assist his said wife, Ovila Labelle, of the city of Maisonneuve, Melina Labelle, widow of Charles Desnoyers, of the city of Maisonneuve, Aurée Gravel, wife of Frank Fix, of the city of Duluth, in the state of Minnesota, and the said Frank Fix, to authorize and assist his said wife, Valérie Duclos, wife of Jos. Bachand, of the place called Asbestos, in the county of Richmond district of Saint Francis, and the said Joseph Bachand to authorize and assist his said wife Henri Duclos, of the city of Duluth, Joseph Duclos, of the place called Roxton Falls, district of Saint Hyacinthe, Alfred Duclos, of unknown parts in the United States of America, Rachel Duclos, wife of T. Demers of Roxton Falls, aforesaid district of Saint Hyacinthe, and the said T. Demers to authorize and assist his said wife, and the aforesaid Charles Meunier, es qual., curator to the substitution created by the last will and testament of Theodore

en sa qualité de curateur à la substitution créée en le testament de François Gravel, aussi en son vivant cultivateur de la dite paroisse, et ce en vertu d'une ordonnance du 20 novembre 1914, et Joseph Cusson, cultivateur de la paroisse de Saint-François de Sales, du District de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:—

1. "Un emplacement porté au cadastre hypothécaire du comté Laval sous le numéro soixante et onze (No. 71) de la dite paroisse de Saint-François de Sales, au cadastre hypothécaire du comté Laval; le dit terrain ayant quatre vingt-dix pieds carrés, plus ou moins, borné en front par le terrain de la fabrique ou la place publique, en profondeur par Israel Chartrand, d'un côté vers le nord, par le chemin public, d'autres côté vers le sud, partie par le dite fabrique, et l'autre partie par la venderesse—avec une maison et dépendances y érigées; lequel emplacement est encore actuellement la propriété indivise des dites deux successions."

2. "Un terrain sis et situé en la dite paroisse de Saint-François de Sales, Ile Jésus, contenant trois quarts d'arpent de front sur vingt arpents de profondeur; tenant devant aux représentants Joseph Dussureau, derrière à J.-Bte Archambault, d'un côté à François Gravel, père de l'acquéreur, d'autre côté à Gédéon Legris. Le dit terrain en bois debout et faisant partie du lot No 128, de la paroisse de Saint-François de Sales, au cadastre hypothécaire du comté de Laval."

Un terrain, en la paroisse de Saint-François de Sales, décrit comme suit:

"Un terrain à bois situé dans la dite paroisse de Saint-François de Sales, de la contenance d'un arpent et demi de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant au nord-ouest à Antoine Drapeau, en profondeur aux terres de Saint-Vincent de Paul, par le côté nord-est à Trefflé Despatie et J.-Bte Chartrand, et par le côté sud-ouest au dit François Gravel, acquéreur, et faisant partie du lot No 128, de la paroisse de Saint-François de Sales, au cadastre hypothécaire du comté de Laval."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, SAMEDI, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS, mil neuf cent quinze, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi. Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

ELLIOTT, DAVID & MAILHOT,
Procureurs du demandeur.

Montréal, 24 février 1915. 1267

Pour informations, s'adresser à J. A. Archambault, Dép. prot. C. S., palais de justice, Montréal.

Gravel in his lifetime farmer of Saint François de Sales, in this district, appointed by a rule of court bearing date the 20th November, 1914, and also in his capacity of curator to the substitution created by the last will and testament of François Gravel, also in his lifetime farmer, of the said parish and that in virtue of a rule of court of the 20th November, 1914, and Joseph Cusson, farmer, of the parish of Saint François de Sales, of the district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

1. An emplacement known on the hypothecary cadastre of the county of Laval, under the number seventy one (No. 71), of the said parish of Saint François de Sales, on the hypothecary cadastre of the county of Laval, the said emplacement measuring ninety feet square, more or less; bounded in front by the land of La Fabrique or public square, in depth by Israel Chartrand, on one side towards the north by its public highway and on the other side towards the south, partly by the said Fabrique and partly by the vendor—with a house and dependencies thereon erected, the said emplacement being still the undivided property of the said two estates.

2. A lot of land lying and situate in the said parish of Saint François de Sales, Ile Jésus, measuring three quarters of one arpent in front by twenty arpents in depth; bounded in front by the representatives of Joseph Dussureau, at the rear by J.-Bte Archambault, on one side by François Gravel, father of the purchaser, and on the other side by Gédéon Legris. The said lot of land in standing timber and forming part of the lot No. 128 of the parish of Saint François de Sales, upon the hypothecary cadastre of the county of Laval.

A lot of land in the parish of Saint François de Sales described as follows:

"A timber land situate in the said parish of Saint François de Sales' containing one arpent and a half in front by twenty arpents in depth the whole more or less; bounded towards the north-west by Antoine Drapeau, in depth by the lands of Saint Vincent de Paul, on the north east side by Trefflé Despatie and J.-Bte Chartrand, and on the south-west side by the said François Gravel, the purchaser, and forming part of the lot No. 128 of the parish of Saint François de Sales, upon the hypothecary cadastre of the county of Laval."

The immoveables hereinabove described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on SATURDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, one thousand nine hundred and fifteen, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, of the city of Montreal; subject to the charges, clauses and condition mentioned in the specifications deposited in the prothonotary office of the said court; and any oppositions to annul, to secure charges and to withdraw to said licitation, must be deposited in the prothonotary's office of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudications, and oppositions for payment shall be filed during six days after the adjudication, and being the parties in default of filing said oppositions in the delays mentioned in these presents, they will be foreclosed from so doing.

ELLIOT DAVID & MAILHOT,
Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 24th February, 1915. 1268

For further particulars apply to J. A. Archambault, Dep. P. S. C. M. Court House, Montreal.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME MARIA LE-
No 442. } VESQUE ET VIR,
Demanderesse; contre JOSEPH BINET, ES-
QUALITE ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

Un emplacement sis et situé dans le cinquième rang du canton de Theford, étant le lot numéro trois cent quarante-six (346) du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Theford Mines—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge d'une rente foncière de six piastres par an, ainsi qu'à la réserve des mines, drois de mines et autres réserves tel que stipulés dans l'acte de vente passé entre King Brothers et Joseph Dubois Jr., devant Mre L. Lavergne, N. P., le 27 juin, 1888.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Theford, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 1er mars, 1915. 1363—10-2
[Première publication, 6 mars, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } THEODORE ROY,
No 383. } Demandeur; vs
NAPOLEON POULIN, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une certaine étendue de terrain formant partie du lot numéro trois cent vingt-deux (322) du cadastre officiel du canton d'Irlande, étant la subdivision cent soixante onze (171) du dit lot—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, le SEIZIEME jour de MARS prochain, 1915, à NEUF heures de l'avant-midi. permis au shérif par le tribunal de vendre à Black Lake quoique paroisse non érigée civilement.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 8 février 1915. 957—7-2
[Première publication, 13 février 1915.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } PAUL MORIN ET AL.,
No 19126. } Demandeurs; contre
DAME EXILIA PARENT ET VIR, Défenderesse.

Un terrain de soixante-onze pieds de front sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur, mesure anglaise, connu et désigné comme faisant partie

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME MARIA LE-
No. 442. } VESQUE ET VIR,
Plaintiff; against JOSEPH BINET ES-QUALITE
ET AL., Defendants.

As belonging to defendants:

An emplacement lying and situated in the fifth range of the township of Theford, being the lot number three hundred and forty six (346) of official cadastre of the village of Kingsville, now the city of Theford Mines, — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject the said emplacement to the payment of an annual rent of six dollars, also to the reserve of all mines and right of mines and other reserves such as is stipulated in the deed of sale passed between King Brothers and Joseph Dubois, Jr., before Mre L. Lavergne, N. P., the 27th of June, 1888.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Theford, on the EIGHTH day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 1st March, 1915. 1364—10-2
[First published, 6th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THEODORE ROY,
No. 383. } Plaintiff; vs NA-
POLEON POULIN, Defendant.

As belonging to defendant:

A certain extend of land forming part of lot number three hundred and twenty two (322) of official cadastre of the township of Ireland, being the subdivision one hundred and seventy one (171) of said lot—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré, du Lac Noir, on the SIXTEENTH day of MARCH next, 1915, at NINE o'clock, in the forenoon; Sheriff is authorized by the court to proceed to the sale at Black Lake though a parish not civilly erected.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 8th February, 1915. 958—7-2
[First published, 13th February, 1915.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } PAUL MORIN, ET AL.,
No. 1926. } Plaintiffs; against DAME
EXILIA PARENT ET VIR, Defendants.

A parcel of land of seventy one feet in front by ninety six feet in depth, english measurements, known and designated as forming part of the

du lot de terre numéro cinquante (50) fu premier rang de Gayhurst, cadastre officiel, le dit emplacement borné au nord par une rue, au nord-est, au sud et au sud-ouest au terrain de Romani Dallaire—avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger le SEIZIEME jour du mois de MARS prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER, Sheriff.
Bureau du shérif, Saint-Joseph, Beauce, 10 février, 1915.
1035—7-2
[Première publication, 13 février 1915.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

Chicoutimi, à savoir: } PASCHAL ANGERS,
No 4225. } de Jonquières,
Failli, et J. P. E. GAGNON, Curateur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement —avec bâtisses dessus érigées, situé en la ville de Jonquières, comme formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquières, comme formant partie du lot numéro vingt-deux-B-deux, et pouvant être décrit comme suit: (a) Un lopin de terre mesurant environ quarante pieds de large vers le nord au sud, sur cent pieds de profondeur vers l'est à l'ouest; borné vers le nord par le terrain de MM. Savard et Déchêne, vers l'est par le terrain ci-après décrit, vers l'ouest par la rue Saint-Dominique, et vers le nord par le terrain du gouvernement fédéral, sans garantie de mesure précise. (b) Un autre terrain situé à l'est de celui en premier lieu décrit, mesurant environ quarante-cinq pieds vers l'est, à l'ouest sur une profondeur de cent quarante pieds et borné vers le nord par le terrain de Aimé Villeneuve ou représentants, vers l'est par le terrain de Napoléon Corneau, vers le sud par la rue Saint-Thomas, vers l'ouest partie par le terrain du gouvernement fédéral, par le terrain en premier lieu décrit et par une partie du terrain de MM. Savard & Déchêne, sans garantie de mesure précise—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, pour être vendu en un seul et même lot.

Pour être vendu le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à la porte de l'église de Jonquières, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD, Sheriff.
Bureau du shérif, Chicoutimi, 1er mars 1915. 1357—10-2
[Première publication, 6 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Chicoutimi, à savoir: } JEAN ALIAS JOHN-
No 1914. } NY VILLENEUVE,
de Sainte-Anne, Entrepreneur, vs DELPHIS GAUTHIER, fils d'Alfred, de Jonquières.

Un terrain connu et désigné sous le numéro 23H-5 du quatrième rang du cadastre officiel du canton de Jonquières, avec un droit de passage

lot of land number fifty (50) of the first range of Gayhurst, official cadastre, the said parcel of land being bounded on the north by a street, on the north east, south and south west by the land of Romain Dallaire, — with all the buildings thereon erected, and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the SIXTEENTH day of the month of MARCH next, (1915), at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

JOS. POIRIER, Sheriff.
Sheriff's office, Saint Joseph Beauce, 10th February, 1915.
1036—7-2
[First published, 13th February, 1915.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT

Chicoutimi, to wit: } PASCHAL ANGERS,
No. 4225. } of Jonquières, Insolvent, and J. P. E. GAGNON, Curator.

The whole of that parcel of land or emplacement with the buildings thereon erected, situate in the town of Jonquières and forming part of the lot known and designated upon the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquières, as forming part of the lot number twenty two B-two, and which may be described as follows: (a) A parcel of land measuring about forty feet in width from north to south, by one hundred feet in depth from east to west; bounded towards the north by the land of Messrs. Savard and Déchêne, towards the east by the parcel of land hereunder described, towards the west by Saint Dominique street, and towards the north by the land of the Dominion Government, without warranty as to precise measurements. (b) Another parcel of land situate to the east of the parcel of land firstly above described, measuring about forty five feet from east to west by a depth of one hundred and forty feet and bounded towards the north by the land of Aimé Villeneuve or representatives, towards the east by the land of Napoléon Corneau, towards the south by Saint Thomas street, towards the west partly by the land of the Dominion Government, by the parcel of land firstly above described and by a portion of the land of Messrs. Savard and Deschênes, without warranty as to exact measurements—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be sold as the one and same lot.

To be sold on the SIXTH day of APRIL next, at the church door of Jonquières, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD, Sheriff.
Sheriff's office, Chicoutimi, 1st March, 1915. 1358—10-2
[First published, 6th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Chicoutimi, to wit: } JEAN ALIAS JOHNNY
No. 1914. } VILLENEUVE, of
Sainte Anne, contractor; vs DELPHIS GAUTHIER, son of Alfred, of Jonquières.

A lot of land known and designated under the number 23H-5 of the fourth range of the official cadastre of the township of Jonquières, with a right

sur un chemin mitoyen sur le lot connu sous le numéro 23H-4 des dits rangs et cadastre—avec bâtisses dessus construites. Cette vente est faite sujette à un bail avec promesse de vente par J.-E. Cloutier à Pacifique Kérouac, suivant acte passé devant Geo. St-Pierre, notaire, le 12 avril 1907, numéro 4029 de ses minutes.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquières, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 1er mars, 1915. 1359—10-2
[Première publication, 6 mars 1915.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: } J. TELESPORE LA-
No 4660. } J. FERRIERE, com-
merçant, de Chicoutimi; vs JOHNNY GIRARD,
contracteur, de Chicoutimi.

(a) La juste moitié indivise des lots numéros 529-6, 529-11, 529-7, 529-8, 528-2, 528-3, 528-4, 528-5, 528-6, 528-7, 528-8, 528-9, 528-10, 527-2, 527-3, 527-4, 527-5, 527-6, 527-7, 527-8, 527-9, 527-10 et 527-11 de la subdivision actuelle des lots 527, 528 et 529 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi—avec dépendances; et

(b) Le lot numéro 529-4 de la subdivision actuelle du dit lot 529 au cadastre officiel susdit—avec bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 1er mars 1915. 1361—10-2
[Première publication, 6 mars 1915.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } PHILIPPE GRON-
No 1582. } DIN, de Saint-
Joseph, Beauce, Demandeur; contre ALPHON-
DOR BELANGER, de La Durantaye, OMER
GREGOIRE, LINIERE VACHON, et ADOL-
PHE LESSARD, de Saint-Joseph, Beauce, Dé-
fendeurs.

Une terre connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raphael, dans le comté de Bellechasse, partie maintenant annexée à La Durantaye, sous le numéro soixante-six du susdit cadastre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de La Durantaye le SEIZIEME jour de MARS prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 10 février 1915. 1029—7-2
[Première publication, 13 février 1915.]

of way, on a "mitoyen" road on the lot known under the number 23H-4 of the said range and cadastre—with the buildings thereon erected. This sale is made subject to a lease with promise of sale from J. E. Cloutier to Pacifique Kérouac, as per deed executed before Geo. St. Pierre, notary, on the twelfth April, 1907, number 4029 of his minutes.

To be sold at the church door of Jonquières, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 1st March, 1915. 1360—10-2
[First published, 6th March, 1915.]

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } J. TELESPORE LA-
No. 4660. } J. FERRIERE, trader,
of Chicoutimi; vs JOHNNY GIRARD, contrac-
tor, of Chicoutimi.

(a) The exact undivided half of lots numbers 529-6, 529-11, 529-7, 529-8, 528-2, 528-3, 528-4, 528-5, 528-6, 528-7, 528-8, 528-9, 528-10, 527-2, 527-3, 527-4, 527-5, 527-6, 527-7, 527-8, 527-9, 527-10 and 527-11 of the present subdivision of lots 527, 528 and 529 of the official cadastre of the town of Chicoutimi, — with dependencies and

(b) The lot number 529-4 of the present subdivision of the said lot 529 of the official cadastre aforesaid — with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, in the court house of Chicoutimi, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 1st March, 1915. 1362—10-2
[First published, 6th March, 1915.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } PHILIPPE GRON-
No. 1582. } DIN, of Saint-
Joseph, Beauce, Plaintiff; against ALPHON-
DOR BELANGER, of La Durantaye, OMER GRE-
GOIRE, LINIERE VACHON and ADOLPHE
LESSARD, of Saint Joseph, Beauce, Defendants.

A land known and designated on the official cadastre of the parish of Saint Raphael, in the county of Bellechasse, part now annexed to La Durantaye, under the number sixty six of the aforesaid cadastre—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of La Durantaye, on the SIXTEENTH day of MARCH next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 10th February, 1915. 1030—7-2
[First published, 13th February, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } **ALPHONSE LES-**
 No 1568. } **SARD**, de Saint-
 Joseph, Beauce, Demandeur; contre ALPHONSE
 MONTMIGNY, de La Durantaye, OMER GRE-
 GOIRE, PHILIPPE GRONDIN, LINIERE
 VACHON, de Saint-Joseph, Beauce, conjointement
 et solidairement, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que la
 vente des immeubles saisis dans la présente cause,
 ci-devant annoncée comme devant avoir lieu à
 dix heures du matin, à la porte de l'église de la
 paroisse de La Durantaye le deuxième jour de
 février 1915, aura lieu à DIX heures du matin le
 SEIZIEME jour de MARS prochain, 1915,
 à la porte de l'église de la paroisse de La Duran-
 taye.. Les dits immeubles étant les Nos quatre-
 vingt-quatre et soixante-sept (84-67) de Saint-
 Raphael, maintenant annexés à La Durantaye,
 le tout vendu à charge de rente comme ci-devant
 annoncé.

GEO. ROY,

Bureau du shérif. Shérif.
 Montmagny, 10 février 1915. 1031—7-2
 [Première publication, 13 février 1915].

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
 les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PALMA BELAIR**,
 No 1300. } Demandeur; contre
 les terres et tenements de ALBERIC PA-
 QUETTE, Défendeur.

Cinq lots de terres situés dans la ville de Car-
 tierville, comté de Jacques-Cartier, district de
 Montréal, bornés en front par l'Avenue Bellerive,
 connus et désignés comme étant les lots numéros
 cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-sept
 soixante-huit et soixante-neuf de la subdivision
 du lot numéro soixante-dix-neuf (79-54, 55, 57,
 68, 69) sur le plan et au livre de renvoi officiels de
 la paroisse Saint-Laurent—avec toutes les bâtis-
 ses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL pro-
 chain à ONZE heures de l'avant-midi.

I. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
 Montréal, 2 mars 1915. 1383—10-2
 [Première publication, 6 mars 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HECTOR DONAT**
 No 1323. } **HUBERDEAU**,
 Demandeur; contre les terres et tenements de
 WILLIAM HENRY CHENEY, Défendeur.

1. Une terre située dans la paroisse de Saint-
 Hubert sur le côté nord-est du chemin Grande
 Ligne ayant trois arpents de largeur sur trente-
 deux arpents de profondeur, le tout mesure fran-
 çaise et plus ou moins, et connue sous le numéro
 cent soixante-quatre (164) des plan et livre de
 renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert,
 dans le comté de Chambly; bornée en front par le
 chemin Grande Ligne; en profondeur par la voie
 du chemin de fer "Montreal, Portland and Bos-
 ton", ou ses représentants; sur le côté nord-ouest
 par le lot numéro officiel 163, et sur le côté sud-est

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } **ALPHONSE LES-**
 No. 1568. } **SARD**, of Saint
 Joseph, Beauce, Plaintiff; against ALPHONSE
 MONTMIGNY, of La Durantaye, OMER GRE-
 GOIRE, PHILIPPE GRONDIN, LINIERE
 VACHON, of Saint Joseph, Beauce, jointly and
 severally Defendants.

Public notice is hereby given that the sale of
 the immoveables seized in the present cause
 formerly announced to take place at ten o'clock
 in the morning, at the church door of the parish of
 La Durantaye, on the second day of February,
 1915, will take place at TEN o'clock in the mor-
 ning on the SIXTEENTH day of MARCH next,
 1915, at the church door of the parish of La
 Durantaye. The said immoveables being the
 Nos. eighty four and sixty seven (84-67) of
 Saint Raphael, now annexed to La Durantaye,
 the whole sold subject to rent as formerly
 announced.

GEO. ROY,

Sheriff's office. Sheriff.
 Montmagny, 10th February, 1915. 1032—7-2
 [First published, 13th February, 1915].

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
 under-mentioned LANDS and TENEMENTS
 have been seized, and will be sold at the respec-
 tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PALMA BELAIR**,
 No. 1300. } Plaintiff; against the
 lands and tenements of ALBERIC PAQUETTE,
 Defendant.

Five lots of land situated in the town of Car-
 tierville, county of Jacques Cartier, district of
 Montreal; bounded in front by Bellerive Avenue,
 known and designated as being the lots numbers
 fifty four, fifty five, fifty seven, sixty eight and
 sixty nine of the subdivision of the lot number
 seventy nine (79-54, 55, 57, 68 and 69) upon the
 official plan and book of reference of the parish of
 Saint Laurent—with all the buildings thereon
 erected.

To be sold at my office in the city of Montreal,
 on the EIGHT day of APRIL next, at ELEVEN
 o'clock in the forenoon.

I. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
 Montreal, 2nd March, 1915. 1384—10-2
 [First published, 6th March, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HECTOR HUBER-**
 No. 1323. } **DEAU**, Plaintiff;
 against the lands and tenements of WILLIAM
 HENRY CHENEY, Defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint Hubert,
 on the north east side of the Grande Line Road
 being three arpents wide by thirty two arpents
 deep, the whole french measure and more or less,
 and known under the number, one hundred and
 sixty four (164) of the official plan and book of
 reference of the parish of Saint Hubert, in the
 county of Chambly; bounded in front by the
 Grande Line road; in depth by the railway line
 of the Montreal, Portland and Boston Railway or
 representatives; on the north west side by the lot
 official number 163 and on the south east side

par le lot numéro officiel 165—avec une maison et autres bâties dessus érigées.

2. Une terre située dans la même paroisse, sur le côté nord-est du chemin Grande Ligne, contiguë à la terre ci-dessus décrite dans les présentes, ayant trois arpents de largeur sur trente-trois arpents de profondeur, mesure française et plus ou moins et connue sous le numéro cent soixante-cinq (165) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Hubert; bornée en front par le chemin Grande Ligne, en profondeur par les terres de la concession sud-ouest de la route Chambly ou voie du chemin de fer Montreal, Portland & Boston, ou ses représentants, sur un côté par le lot numéro officiel 166, appartenant à Siméon Lamarre, et sur l'autre côté par le lot ci-dessus désigné dans les présentes, numéro officiel 164—avec une maison et autres bâties dessus érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montreal, 2 mars 1915. 1385—10-2
[Première publication, 6 mars 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montreal, à savoir: } DAME PHILOMENE
No 386. } LOISELLE, épouse

séparée quant aux biens de David Ruel, de la cité de Montréal, épiciier, et le dit David Ruel pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et tenements de LEON JOLY, Défendeur et Thomas Deguise, adjudicataire.

Un lot de terre ayant front sur l'Avenue Châteaubriand, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéro cent huit (108) de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au Récollet—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain à TROIS heures de l'après-midi. A la folle-enchère de Thomas Deguise, sous toutes peines que de droit et même la contrainte par corps.

Un dépôt d'une somme de \$400.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montreal, 2 mars 1915. 1389—10-2
[Première publication, 6 mars 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montreal, à savoir: } ALBERT LALANDE,
No 4370. } Demandeur; contre

les terres et tenements de EUCLIDE COTE, Défendeur.

Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Laurier, de la cité de Montréal, borné en front par l'Avenue Buller, connu et désigné sous le numéro deux mille cent vingt-six de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro dix (10-2126).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montreal, 2 mars 1915. 1391—10-2
[Première publication, 6 mars 1915.]

by the lot official number 165—with a house and other buildings thereon erected.

2. A farm situate in the same parish, on the north east side of the Grande Line road, contiguous to that herein before designated, being three arpents wide, by thirty three arpents deep, french measure and more or less, and known under the number one hundred and sixty five (165) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Hubert; bounded in front by the Grande Line road, in depth by the lands of the south west concession of the Chambly road, or the Montreal, Portland and Boston Railway, or representatives, on one side by the lot official number 166, belonging to Siméon Lamarre, and on the other side by the lot herein before designated, official number 164—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hubert on the EIGHT day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 2nd March, 1915. 1386—10-2
[First published, 6th March, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME PHILOMENE
No. 386. } LOISELLE, wife

separate as to property of David Ruel, of the city of Montreal, grocer, and the said David Ruel, to authorize his wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of LEON JOLY, Defendant, and Thomas Deguise, adjudicataire.

A lot of land fronting on Châteaubriand Avenue, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and eight (108) of the official subdivision of the lot number four hundred and eighty nine (489) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon. For the false bidding of Thomas Deguise, under all lawful penalties and even imprisonment.

A deposit of a sum of \$400.00 will be exacted from each bidder, at the time of his bid.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 2nd March, 1915. 1390—10-2
[First published, 6th March, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALBERT LALANDE,
No. 4370. } Plaintiff; against the

lands and tenements of EUCLIDE COTE, Defendant.

A lot of vacant land lying and situate in Laurier ward, of the city of Montreal, bounded in front by Buller Avenue, known and designated under the number two thousand one hundred and twenty six of the subdivision of the official lot known and designated upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, under the number ten (10-2126).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 2nd March, 1915. 1392—10-2
[First published, 6th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE-ANNE**
No 1035. } **PARADIS**, de Summerlea, dans le district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Alphonse Latour, et dûment autorisée par son dit époux à l'effet des présentes, Demanderesse; contre **VICTOR MONGEAU**, de la cité de Montréal, Défendeur.

Sept lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Rivard, connus et désignés sous les numéros de subdivision officielle cent cinquante-quatre, cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf et cent soixante, du lot originaire No cent soixante-deux (162-154, 155, 156, 157, 158, 159, 160) sur le plan et aux livres de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, de la contenance de vingt-deux pieds de front par soixante et dix pieds de profondeur, pour chaque lot, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus érigées, avec droit de passage en commun dans la ruelle, située en arrière des dits lots de terre; à la charge d'un certain bail à loyer consenti par V. Mongeau, à "The Independent Brewery Limited"; le 3 novembre 1913, devant le notaire Boileau, et enregistré le 18 novembre 1913, au bureau d'enregistrement d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 259276.

A distraire les appareils et effets suivants, savoir:

Comme appartenant à "The Witteman, Company":

Un appareil pour refroidir le moût, avec accessoires et fondations;

Un appareil purificateur et gazeur d'air pour réfrigérant, avec accessoires et fondations;

Un compresseur à air, avec accessoires et fondations;

Une pompe à bière chaude, avec accessoires et fondations;

Une pompe servant à soutirer et étendre la bière, avec accessoires et fondations;

Une pompe à bière à carbone avec distributeur de gaz liquide, avec accessoires et fondations, toutes les fondations ci-dessus mentionnées étant en fonte;

Comme appartenant à "The Bishop-Babcock Becker Company":

Une machine rotative Eureka, 34 tiges pour embouteiller la bière, avec déclanchement automatique, soupapes de sûreté, avec une soupape arrosoir et un moteur à courant électrique alternatif y attaché.

Comme appartenant à "The Loew Blitz Manufacturing Company of Cleveland":

Un couloir à bière "Loew Blitz" 20 chambres, complet, avec une charge entière de matière filtrante (pulpe);

Comme appartenant à "The Booth-Coulter Copper & Brass Company, Limited":

Une bouilloire à bière complète, avec accessoires et raccords;

Un appareil "Phaff & Grant", complet, avec raccords à la cuve à matières;

Un faux-fond en bronze perforé pour cuve à matières;

Un serpentín de 2" en cuivre rouge pour réservoir à eau chaude;

Douze serpentins de 2" en cuivre rouge pour régulariser la température des cuves de fermentation;

Un tuyau à vapeur en fer galvanisé pour cuve à matières et réservoir à eau chaude;

Un tamis de 12" de diamètre en cuivre rouge pour séparer le houblon d'avec le moût;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARIE-ANNE**
No. 1035. } **PARADIS**, of Summerlea, in the district of Montreal, wife contractually separated as to property of Alphonse Latour, and duly authorized by her said husband for the purposes hereof, Plaintiff; against **VICTOR MONGEAU**, of the city of Montreal, Defendant.

Seven lots of land lying and situate in the city of Montreal, fronting on Rivard street, known and designated under the official subdivisions numbers one hundred and fifty four, one hundred and fifty five, one hundred and fifty six, one hundred and fifty seven, one hundred and fifty eight, one hundred and fifty nine and one hundred and sixty, of the lot original number one hundred and sixty two (162-154, 155, 156, 157, 158, 159, 160) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, each lot measuring twenty two feet in front by seventy feet in depth, english measurements—with all the buildings erected thereon, and a common right of way in the lane situate at the rear of the said lot of land; subject to a certain lease from V. Mongeau, to The Independent Brewery Limited, bearing date the 3rd November, 1913, before notary Boileau, and registered on the 18th November, 1913, in the registry office of Hochelaga and Jacques Cartier, under the No. 259276.

Save and except the following apparatuses and articles, to wit:

As belonging to The Witteman Company:

One Hop-Wort-Cooler with accessories and foundations;

One air purifying and aerating attachment for cooler, with accessories and foundations;

One air compressor, with accessories and foundations;

One hot beer pump, with accessories and foundations.

One beer racking pump, with accessories and foundations;

One beer carbonating pulp, with liquid gas expanding apparatus, with accessories and foundations, all above mentioned foundations being of cast iron.

As belonging to The Bishop-Babcock-Becker Company:

One 34" sprout Eureka Roatry Filler, with automatic port, shut-off valves, with one sprinkling valve and alternating current electric motor attached.

As belonging to The Loew Manufacturing Company, of Cleveland:

One "Loew-Blitz" blank beer filter, 20" cells, complete with 1 full charge of filtermass.

As belonging to The Booth-Coulter Copper & Brass Company, Limited:

One beer kettle complete with all attachments and connections.

One Phaff & Grant, complete, with connections to mash tub;

One Bronze Slotted False Bottom for mash tub;

One 2" Copper-Coil for hot water tank;

Twelve 2" copper attemperator coils for fermenting tubs;

One galv. iron vapor pipe for mash tub and hot water tank;

One 12" dia. copper Hop Strainer on Wort Line;

Une vanne de 12" pour retirer la drêche de la cuve à matières;

Divers conduits de raccordements en cuivre rouge, soupapes et autres outillages divers fournis, le tout d'après les spécifications des architectes G. F. Hettinger & Co., Boston, en date du 9 mars 1912, et les devis Nos 16266, 16267, 16268, 16269 et 10623.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Shérif.

Montréal, 1er mars 1915.

1387—10-2

[Première publication, 6 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:

JOSEPH DAVID, De-
No 3624. } mandeur; contre les
terres et tènements de ERNEST VILLENEUVE,
Défendeur.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Sanguinet, aujourd'hui Avenue Henri Julien, à Montréal, contenant quarante pieds de front, trente-huit pieds à la profondeur, par soixante-seize pieds neuf pouces de profondeur dans une ligne, et soixante-dix-sept pieds de profondeur dans l'autre ligne, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison et autres dépendances dessus construites, portant le numéro 1175 de la dite rue Sanguinet, aujourd'hui Avenue Henri Julien, le dit emplacement étant composé de presque tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante-huit, subdivision vingt et un (168-21) sur les plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, icelle partie de lot étant bornée en front par la dite rue Sanguinet, aujourd'hui Avenue Julien, en arrière par l'emplacement ci-après décrit, d'un côté par le lot numéro cent soixante-neuf sur le dit plan, et de l'autre côté par une autre partie ou le résidu du dit lot numéro cent soixante-huit, subdivision vingt et un, sur le même plan.

2. Un emplacement situé en arrière de l'emplacement ci-dessus décrit, ayant front sur la rue Drolet, contenant quarante et un pieds et onze pouces de largeur au front, et trente huit pieds de largeur à la profondeur, par une profondeur de quatre-vingt-seize pieds dans une ligne et quatre-vingt-quinze pieds et neuf pouces dans l'autre ligne, le tout mesure anglaise et plus ou moins, le dit emplacement étant composé:

a. De tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante-huit, subdivision vingt-deux (168-22) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, ayant front sur la rue Drolet;

b. De la plus grande partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante-huit, subdivision vingt, aux plan et livre de renvoi officiels du dit village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, contenant quinze pieds et sept pouces au front, sur la rue Drolet et douze pieds et neuf pouces à la profondeur par quatre-vingt-quinze pieds et neuf pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, le dit emplacement borné en front par la dite rue Drolet, en arrière partie par l'emplacement ci-dessus décrit en premier lieu, d'un côté par le lot sus-décrit numéro 168-22 sur le dit plan, et de l'autre côté par l'autre partie ou le résidu du dit lot numéro 168-22 sur le dit plan—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

One 12" grains valve on mash tub.

Sundry connection copper pipe lines and valves and other sundry work supplied all as per specifications of the architects, G. F. Hettinger & Co., Boston, dated March 9th, 1912 and drawings Nos. 16266, 16267, 16268, 16269 and 10623.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHT day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 1st March, 1915.

1388—10-2

[First published, 6th March, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:

JOSEPH DAVID, Plaintiff;
No. 3624. } against the lands and
tenements of ERNEST VILLENEUVE, Defen-
dant.

1. An emplacement fronting on Sanguinet street, now Henri Julien Avenue, at Montreal, containing forty feet at the front, thirty eight feet at the rear, by seventy six feet, nine inches, in depth on one side, and seventy seven feet in depth on the other side, the whole english measurements and more or less, — with a house and other dependencies thereon erected, bearing the number 1175 of the said Sanguinet street, now Henri Julien Avenue, the said emplacement comprising almost the whole of the lot of land known and designated under the number one hundred and sixty eight, subdivision twenty one (168-21) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, the said part of lot being bounded in front by the said Sanguinet street, now Henri Julien Avenue, at the rear by the emplacement hereafter described, on one side by the lot number one hundred and sixty nine on the said plan, and on the other side by another part or the residue of the said lot number one hundred and sixty eight, subdivision twenty one, upon the said plan.

2. An emplacement situate at the rear of the above described emplacement, fronting on Drolet street, containing forty-one feet and eleven inches in width at the front, and thirty eight feet in width at the rear, by a depth of ninety six feet on one side and ninety five feet nine inches on the other side, the whole english measurements and more or less, the said emplacement being composed of:

a. The whole of the lot of land known and designated under the number one hundred and sixty eight, subdivision twenty two (168-22) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, fronting on Drolet street;

b. The greater part of the lot of land, known and designated under the number one hundred and sixty eight, subdivision twenty, upon the official plan and book of reference of the said incorporated village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, containing fifteen feet seven inches at the front, on Drolet street, and twelve feet nine inches at the rear by ninety five feet nine inches in depth, the whole english measurements and more or less, the said emplacement being bounded in front by the said Drolet street, at the rear, partly by the first above described emplacement, on one side by the above described lot 168-22, upon the said plan, and on the other side by the other part or the residue of the said lot number 168-22 upon the said plan—with all the buildings thereon erected.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 3 mars 1915. 1407—10-2
[Première publication, 6 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALEXANDRE RICHARD, Demandeur; contre les terres et tenements de JOSEPH COURVILLE, Défendeur.

Deux certains lots de terre connus et désignés sous les lots numéros onze cent cinquante-neuf et onze cent soixante-douze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal; bornés en front par les rues Amherst et Saint-Timothée, s'étendant d'une rue à l'autre—avec les maisons et bâtisses dessus érigées, et ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 3 mars 1915. 1411—10-2
[Première publication, 6 mars 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE LEGAULT DIT DESLAURIERS, couturière de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph Cousineau, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, aux fins des présentes, et DEMOISELLE DELIMA LEGAULT DIT DESLAURIERS, fille majeure et usant de ses droits, aussi de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de DAME ALBERTINE FONTAINE, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de J. E. D. Guyon, du même lieu, dûment autorisée par son dit époux, Défendresse; et maintenant entre les mains de L. T. A. Trudeau, curateur nommé au délaisement fait en cette cause.

Un terrain portant le numéro cinq cent vingt quatre de la subdivision du lot numéro dix-huit (18-524) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, district de Montréal—avec bâtisses dessus érigées, ayant front sur la rue Bourbonnière, dans la cité de Maisonneuve district de Montréal, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 3 mars, 1915. 1409—10-2
[Première publication, 6 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LEODORE MASSE, Demandeur; contre les terres et tenements de LOUIS PIERRE LAVOIE, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Notre-Dame, dans le quartier Longue-Pointe, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro vingt et un de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre (Ptie N. E. 404-21), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, contenant vingt-cinq pieds de largeur par toute

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 3rd March, 1915. 1408—10-2
[First published, 6th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALEXANDRE RICHARD, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH COURVILLE, Defendant.

Two certain lots of land known and designated under the numbers eleven hundred and fifty nine and eleven hundred and seventy two of the official plan and book of reference of Saint James ward, of the city of Montreal; bounded in front by Amherst and Saint Timothée streets, extending from one street to the other—with the houses and buildings thereon erected and forming one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 3rd March, 1915. 1412—10-2
[First published, 6th March, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIE LEGAULT DIT DESLAURIERS, dressmaker, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Joseph Cousineau, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, and MISS DELIMA LEGAULT DIT DESLAURIERS, spinster in the full exercise of her rights, also of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME ALBERTINE FONTAINE, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of J. E. D. Guyon, of the same place, duly authorized by her said husband, Defendant; and now in the hands of L. T. A. Trudeau, appointed curator to the surrender made in this cause.

A lot of land bearing the number five hundred and twenty four of the subdivision of the lot number eighteen (18-524) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, fronting on Bourbonnière street, in the city of Maisonneuve, district of Montreal, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 3rd March, 1915. 1410—10-2
[First published, 6th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } LEODORE MASSE, Plaintiff; against the lands and tenements of LOUIS PIERRE LAVOIE, Defendant.

A lot of land or emplacement situated in Notre Dame street, in Longue Pointe ward, in the city of Montreal, known and designated as being the north east part of the lot number twenty one of the subdivision of the lot number four hundred and four (N. E. pt. 404-21), of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, containing twenty five feet in

la profondeur du dit lot depuis la dite rue Notre-Dame jusqu'à une ruelle protant le numéro 404-20 du cadastre comme susdit, et borné comme suit: en front par la rue Notre-Dame, en arrière par la ruelle ci-dessus décrite, d'un côté au nord-est par le lot numéro 404-23, et de l'autre côté au sud-ouest par quinze pieds de largeur ou le résidu du dit lot No 404-21, avec l'usage en commun dans la ruelle située en arrière—et les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND, Député-Sherif.
Bureau du shérif, Montréal, 9 février 1915. 961—7-2
[Première publication, 13 février 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **FRED. GAUDETTE**,
No 3828. } Demandeur; contre les terres et tenements de PACIFIQUE A. CHARRON, Défendeur.

Trois lots de terre—avec bâtisses sus-érigées, connus sous les numéros trois cent vingt-huit, trois cent vingt-neuf et trois cent trente, de la subdivision du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix (4670-328, 329, 330) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornés en front par la 4ème Avenue de la ville de Verdun, portant les numéros civiques treize à vingt-trois (13 à 23) de la dite 4ème Avenue.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND, Député-shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 9 février 1915. 965—7-2
[Première publication, 13 février 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MAITRES F. J. BISAILLON, H. R. BISAILLON ET L. J. BEIQUE**, avocats distrayants dans une certaine cause où LEOPOLD O. SAURIOL était Demandeur; et HENRI DEBANAT était Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit demandeur, l'immeuble suivant, savoir:

Deux lots de terre connus et désignés sous les Nos huit cent dix-neuf et huit cent vingt de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et douze (172-819 et 820) sur le plan et au livre de renvoi officiels, du village incorporé de la Côte de la Visitation; bornés en front par la neuvième Avenue, dans le quartier Rosemont, de la cité de Montréal—avec bâtisses dessus érigées, formant une seule et même exploitation, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND, Député-shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 9 février 1915. 963—7-2
[Première publication, 13 février 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME BEATRICE CLEMENT**, de la ville de Lachine, district de Montréal, épouse séparée de biens de Albert Forest, ingénieur—

width by the whole depth of said lot from Notre Dame street, to a lane bearing the number 404-20 of the aforesaid cadastre, and bounded as follows: in front by Notre Dame street, in the rear by the lane above described, on one side towards the north east by the lot number 404-23, and on the other side towards the south west by a strip of land of fifteen feet in width or the residue of said lot No. 404-21, with the common use of the lane at the rear and the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND, Deputy Sheriff.
Sheriff's office, Montréal, 9th February, 1915. 962—7-2
[First published, 13th February, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **FRED. GAUDETTE**,
No. 3828. } Plaintiff; against the lands and tenements of PACIFIQUE A. CHARRON, Defendant.

Three lots of land—with the buildings thereon erected, known under the numbers three hundred and twenty eight, three hundred and twenty nine and three hundred and thirty, of the subdivision of the lot original number four thousand six hundred and seventy (4670-328, 329 and 330) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by the 4th Avenue of the town of Verdun, bearing the civic numbers thirteen to twenty three (13 to 23) of the said 4th Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND, Deputy Sheriff.
Sheriff's office, Montréal, 9th February, 1915. 966—7-2
[First published, 13 February, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **F. J. BISAILLON, H. R. BISAILLON AND L. J. BEIQUE**, advocates distracting for costs, in a certain cause wherein LEOPOLD O. SAURIOL was Plaintiff; and HENRI DEBANAT was Defendant.

Seized as belonging to the said plaintiff, the following immoveable, to wit:

Two lots of land known and designated under the Nos. eight hundred and nineteen and eight hundred and twenty of the official subdivision of the lot number one hundred and seventy two (172-819 and 820), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation; bounded in front by the ninth Avenue, in Rosemont ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected, forming one and the same plot, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND, Deputy-Sheriff.
Sheriff's office, Montréal, 9th February, 1915. 964—7-2
[First published, 13th February, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME BEATRICE CLEMENT**, of the town of Lachine, district of Montreal, wife separated as to property of Albert Forest, civil engineer,

civil, du même lieu, et le dit Albert Forest, partie aux fins des présentes en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes Demanderesse; contre les terres et tenements de GEORGE GUILBAULT, Défendeur.

Un terrain de forme irrégulière sis et situé en la ville de Lachine, dans le district de Montréal, mesurant environ quarante-neuf pieds et dix pouces de largeur en front trente-six pieds et quatre pouces de largeur en arrière par cent pieds de profondeur dans une ligne et cent dix pieds dans l'autre ligne, plus ou moins, tel que le tout se trouve présentement, le dit terrain étant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, sous le numéro trois cent soixante-neuf (369), le dit terrain borné en front par la rue Saint-Joseph, d'un côté par le résidu du susdit lot trois cent soixante-neuf (369) de l'autre côté par le lot quatre cent (420) et en arrière par le lot trois cent soixante-dix des susdits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 10 février 1915. 1041—7-2
[Première publication, 13 février 1915.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Cour du Recorder.

Québec, à savoir:) LA CITE DE QUEBEC
No 1000.) contre C O L L I N
HOLLIDAY, de la ville de Montcalm, et marchand, de la cité de Québec, à savoir:

1. Toute la demie nord-est ou partie du lot No 33 (trente-trois) de la subdivision du lot No 4437 (quatre mille quatre cent trente-sept) du cadastre officiel du quartier Montcalm de la cité de Québec, la dite partie du dit lot No 33 (trente-trois) mesurant quinze pieds sur la rue Grande-Allée, et cent vingt pieds en profondeur; bornée au nord-ouest par la rue Grande-Allée, au nord-est par le lot No 32 (trente-deux), au sud-est par une ruelle de quinze pieds et au sud-ouest par le lot No 33-A, contenant 1800 pieds en superficie—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

2. Toute cette partie du lot No 32 (trente-deux) de la subdivision du lot No 4437 (quatre mille quatre cent trente-sept) du cadastre officiel du quartier Montcalm de la cité de Québec, mesurant vingt-sept pieds sur la rue Grande-Allée, vingt-neuf pieds et deux pouces à l'arrière sur la ruelle No 124, et cent vingt pieds en profondeur, contenant 3370 pieds en superficie et bornée au nord-ouest par la rue Grande-Allée, au nord-est par l'autre partie du dit lot No 32, au sud-est par une ruelle de quinze pieds et au sud-ouest par le lot No 33, étant un emplacement situé sur la rue Grande-Allée—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, pour être vendu en bloc.

of the same place, and the said Albert Forest, a party hereto in so far as may be needful to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of GEORGE GUILBAULT, Defendant.

A parcel of land of irregular outline lying and situate in the town of Lachine, in the district of Montreal, measuring about forty nine feet and ten inches, in width at the front, thirty six feet and four inches in width, at the rear, by one hundred feet in depth on one side and one hundred and ten feet on the other side, more or less, the whole in its present condition, the said parcel of land forming part of the lot of land known and designated upon the official plan and book of reference of the town of Lachine under the number three hundred and sixty nine (369), the said parcel of land bounded in front by Saint Joseph street, on one side by the residue of the aforesaid lot three hundred and sixty nine (369), on the other side by the lot four hundred (420) and in the rear by the lot three hundred and seventy of the aforesaid official plan and book of reference—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 10th February, 1915. 1042—7-2
[First published, 13th February, 1915.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit:) THE CITY OF QUE-
No. 1000.) BEC, against COLLIN
HOLLIDAY, of ville Montcalm, and merchant, of the city of Quebec, to wit:

1. All every the north east half or portion of lot No. 33, (thirty three) of the subdivision of lot No. 4437, (four thousand four hundred and thirty seven) of the official cadaster of Montcalm ward of the city of Quebec, the said portion of said lot No. 33, (thirty three), measuring fifteen feet on Grande Allée, and one hundred and twenty feet in depth; bounded to the north west by Grande Allée, to the north east by lot No. 32 (thirty two), to the south east by a lane of fifteen feet, and to the south west by lot No. 33-A, containing 1800 feet in superficies—with buildings erected thereon circumstances and dependencies.

2. All that part of lot No. 32, (thirty two) of subdivision of the lot No. 4437, (four thousand four hundred and thirty seven) of the official cadaster of Montcalm ward of the city of Quebec, measuring twenty seven feet on the Grande Allée, twenty nine feet two inches in rear on lane No. 124, and hundred and twenty feet in depth, containing 3370 feet in superficies and bounded to the north west by the Grande Allée, to the north east by the other part of said lot No. 32, to the south east by a lane of fifteen feet and to the south west by lot No. 33, being an emplacement situate on Grande Allée street—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, to be sold en bloc.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Québec, 4 mars 1915. 1425—10-2
[Première publication, 6 mars 1915].
[Deuxième publication, 20 mars 1915].

FIERI FACIAS
Circuit de Québec.

Québec, à savoir: } **PIERRE BEAUDOIN**,
No 3548. } voiturier, de Saint-
Agapit, comté de Lotbinière; contre **ALFRED**
FLAMAND, de Saint-Patrice de Beaurivage,
comté de Lotbinière et maintenant aux États-
Unis d'Amérique, à savoir:

1. Le lot numéro 287 (deux cent quatre-vingt-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession l'Embarras Est—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot numéro 355 (trois cent cinquante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession Craigs Road West—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire du dit lot la partie vendue à Honoré Flamand et frères, comprenant un emplacement avec maison, moulin à scie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, comté de Lotbinière, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Québec, 18 février 1915. 1157—8-2
[Première publication, 20 février 1915].
[Deuxième publication, 6 mars 1915].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **THE EASTERN CA-**
No 993. } **NADA STEEL &**
IRON WORKS LIMITED, corps politique et
incorporé duement incorporé conjointement à
la loi, et ayant son bureau chef et sa principale
place d'affaires en la cité de Québec; contre,
THE PNEUMATIC CONVEYOR COMPANY,
corps politique et incorporé ayant son bureau
chef et sa principale place d'affaires dans la cité
de Chicago, dans l'Etat de Illinois, à savoir:

Un transbordeur à grain situé sur la jetée Louise, en la cité de Québec et district de Québec, le dit élévateur à grain consistant en une tour d'acier érigée sur un quai appartenant aux commissaires du Havre de Québec et de neuf chevalets d'acier—avec lien supportant un tuyau, le dit tuyau s'étendant de la dite tour d'acier, traversant le chemin principal et se prolongeant et communiquant avec une grande bâtisse ou élévateur rouge connue comme étant l'élévateur à grain de James E. Richardson & Fils. La dite tour d'acier et chevalets d'acier et tuyau ci-dessus décrits immeubles par destination et appartenant à la dite Pneumatic Conveyor Co., la défenderesse dans la cause ci-dessus, ensemble—avec toute la machinerie et accessoires employés en rapport avec le fonctionnement du dit transbordeur, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Québec, 18 février 1915. 1159—8-2
[Première publication, 20 février, 1915].
[Deuxième publication, 6 mars, 1915].

To be sold at my office in the city of Quebec, on the EIGHT day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, 4th March, 1915. 1326—10-2
[First published, 6th March, 1915].
[Second published, 20th March, 1915].

FIERI FACIAS.
Circuit of Quebec.

Quebec, to wit: } **PIERRE BEAUDOIN**,
No. 3548. } carriage maker, of
Saint Agapit, county of Lotbinière; against
ALFRED FLAMAND, of Saint Patrice de
Beaurivage, county of Lotbinière, and now resi-
ding in the United States of America, to wit:

1. The lot number 287 (two hundred and eighty seven) of the official cadastre for the parish of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbinière, being a land situate in L'Embarras Est concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot number 355 (three hundred and fifty five) of the official cadastre for the parish of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbinière, being a land situate in the Craig's Road West concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To deduct from said lot the portion thereof sold to Honore Flamand and brothers, comprising an emplacement with a house and saw-mill.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbinière, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at eleven o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, 18th February, 1915. 1158—8-2
[First published, 20th February, 1915].
[Second published, 6th Marsh, 1915].

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **THE EASTERN CANA-**
No. 993. } **DA STEEL & IRON**
WORKS LTD., a body politic and corporate
duly incorporated according to law and having
its head office and principal place of business in
the city of Quebec; against **THE PNEUMATIC**
CONVEYOR COMPANY, a body politic and
corporate having its head office and principal
place of business, in the city of Chicago, in the
state of Illinois, to wit:

A grain conveyor situated on the Louise Embankment, in the city of Quebec and district of Quebec, said grain elevator consisting of a steel tower erected on a wharf belonging to the Quebec Harbour Commissioners and of nine steel trestle bents—with bracing supporting a pipe line, the said pipe line extending from the said steel tower, crossing the main roadway and extending to and connecting with a large red building or elevator known as the James E. Richardson & Son, grain elevator. The said steel tower and steel trestle bents and pipe line herein above described immoveable by destination and belonging to the said Pneumatic Conveyor Coy., the defendant in the above cause together—with all machinery and appliances used in connection with the working of the said conveyor, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 18th February, 1915. 1160—8-2
[First published, 20th February, 1915].
[Second published, 6th March, 1915].

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } DAME EUGENIE LA-
No 5591. } BELLE, ès-qualité, De-
manderesse, vs ANTHIME A. LAMOTHE, Défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Contreccœur, dans le comté de Verchères, connu et désigné sous le lot numéro trente-six (36), du cadastre officiel de cette paroisse—avec bâtisses y érigées. A distraire la partie employée par la compagnie de chemin de fer dite "Quebec Montreal and Southern" pour la construction de son chemin qui traverse ce terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Contreccœur, MARDI, le SEIZE du mois de MARS prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. G. LARIVIERE,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 12 février 1915. 907—7-2
[Première publication, 13 février 1915.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } THOMAS HE-
No. 176. } ROUX, De-
mandeur; vs ISRAEL DECHAIINE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le sixième rang du canton de Caxton, et connu et désigné comme étant partie du lot numéro six (P. No 6) du dit sixième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant un arpent et demi de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front par le cinquième rang, en profondeur au septième rang, au nord à Joseph Déchaine et au sud à Henri Déchaine.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Elie de Caxton, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 mars 1915. 1413—10-2
[Première publication, 6 mars 1915.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } DAME EUGENIE LA-
No. 5591. } BELLE, ès-qualité,
Plaintiff; vs ANTHIME A. LAMOTHE, Defen-
dant.

A lot of land situate in the parish of Contreccœur, in the county of Verchères, known and designated as being the lot number thirty-six (36), of the official cadastre of the said parish—with the buildings erected thereon. To be deducted therefrom the part thereof used by the Quebec Montreal and Southern Railway for the building of its railway line across the said lot of land.

To be sold at the parochial church door of the parish of Contreccœur, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of MARCH next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. G. LARIVIERE,

Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 12th February, 1915. 908—7-2
[First published, 13th February, 1915.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } THOMAS HEROUX
No. 176. } Plaintiff; vs IS-
RAEL DECHAIINE, Defendant.

As belonging to the said defendant to wit:

A lot of land situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the sixth range of the township of Caxton, and known and designated as being part of the lot number six (Pt No. 6) of the sixth range, of the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Elie de Caxton, containing one arpent and a half in width by twenty arpents in depth, more or less; bounded in front by the fifth range, in depth by the seventh range, on the north by Joseph Dechaine and on the south by Henri Dechaine.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elie de Caxton, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd March, 1915. 1414—10-2
[First published, 6th March, 1915.]

Avis du Gouvernement

La Buanderie de Fraserville, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février, 1915, constituant en corporation M.M. Elzéar Alfred Doucet, agent d'assurance; Joseph Têtu, hôtelier; Charles Eugène Dubé, marchand; Louis Joseph Dugal, notaire; Wilfrid Adélard Potvin, avocat; Albert Lemieux, gérant de manufacture; Edmond L. Ethier, commerçant; tous de Fraserville, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, posséder, aliéner, exploiter et autrement transiger des buanderies et autres établissements de cette nature, et faire tous actes concernant les dites transactions;

Acquérir et exploiter tous immeubles, meubles, machineries concernant le commerce de buanderie, réparations, repassage, teinturerie et autres de même nature ou concernant le commerce en général;

Acheter en tout ou en partie, les intérêts de corporations ou personnes ayant le même commerce, se fusionner avec icelles, ou promouvoir d'autres compagnies du même genre, ouvrir et établir des établissements du même genre ou autres agences dans différents endroits de la province de Québec;

Tenir aussi des magasins de commerce généraux et avoir tous pouvoirs concernant iceux;

Emettre des parts partiellement ou totalement acquittées pour payer et servir de considérations dans toutes transactions découlant des pouvoirs de la compagnie en recevoir en échange d'autres du capital des autres compagnies;

Tirer, faire, accepter, endosser et autrement émettre des billets promissaires et autres effets de commerce négociables et transférables, posséder et acquérir des immeubles, bureaux pour les fins de son commerce, ester en justice et avoir tous pouvoirs découlant naturellement de son commerce, sous le nom de "La Buanderie de Fraserville, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1347-10-2 Sous-secrétaire de la province.

3626-14

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 3 mars 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 27 février dernier, 1915, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-David-d'Estcourt", tout le territoire suivant:

1. Les lots Nos 1 à 27 inclus du rang I; les lots Nos 1 à 35 inclus du rang II; les lots Nos 1 à 48 inclus des rangs III et IV; les lots Nos 1 à 47 inclus des rangs V et VI; les lots Nos 1 à 43 inclus des rangs VII et VIII, tous du canton d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata. Ces lots ne font partie d'aucun territoire organisé.

2. Détacher de la municipalité scolaire de Rivière Bleue, même comté, les lots Nos 40 à 48 inclus des rangs III et IV; les lots Nos 40 à 48 inclus des rangs V et VI; les lots Nos 40 à 43

Government Notices

"La Buanderie de Fraserville, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1915, incorporating Messrs. Elzéar Alfred Doucet, insurance agent; Joseph Têtu, hotel-keeper; Charles Eugène Dubé, merchant; Louis Joseph Dugal, notary; Wilfrid Adélard Potvin, advocate; Albert Lemieux, manufacturer's agent; Edmond L. Ethier, trader; all of Fraserville, for the following purposes:

To purchase, acquire, own, alienate, exploit and otherwise deal with laundries, and other establishments of a like nature, and to do all such acts as may be incidental to such business;

To acquire and exploit any immovables, moveables, machinery incidental to the laundry repairing, ironing dyeing business and other business of a like nature or incidental to business generally;

To purchase the whole or any part of the interest of corporations or persons engaged in a similar business, to amalgamate with such corporations or persons or promote other similar companies, to open and establish other establishments of a like nature or other agencies in various places in the province of Quebec;

To keep general stores and have all powers respecting the same;

To issue fully or partly paid up shares in payment of or as the consideration in any transactions resulting from the powers of the company, to receive the same in exchange of other shares of the capital stock of other companies;

To draw, make, accept, endorse or otherwise issue promissory notes, and other negotiable and transferable instruments, to own and acquire any immovables and offices for its business purposes, *ester en justice*, and have all powers naturally resulting from its business, under the name of "La Buanderie de Fraserville, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Fraserville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1348-10-2 Deputy Provincial Secretary.

3626-14

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 3rd March, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 27th February, ultimo, 1915, to erect into a distinct school municipality under the name of Saint David d'Escourt, the whole of the following territory, to wit:

1. The lots Nos. 1 to 27 inclusive of range I; the lots Nos. 1 to 35 inclusive of range II; the lots Nos. 1 to 48 inclusive of ranges III and IV; the lots Nos. 1 to 47 of ranges V and VI; the lots Nos. 1 to 43 inclusive of ranges VII and VIII, all of the township of Escourt, in the county of Témiscouata. The above lots not forming part of any organized territory.

2. To detach from the school municipality of Rivière Bleue, said county, the lots Nos. 40 to 48 inclusive of ranges III and IV; the lots Nos. 40 to 47 inclusive of ranges V and VI; the lots Nos.

inclus des rangs VII et VIII, tous du canton Estcourt, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-David d'Escourt".

1393

Cafe Chevalier, Limitée

Avis est donné au public que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Moïse Chevalier, hôtelier; Rodolphe Chevalier, hôtelier; Blanche Delcourt, épouse séparée de biens de Moïse Chevalier, dument autorisée; Charles Latendresse, commis; tous quatre de Montréal, et Jules Chevalier, rentier, de l'Assomption, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôtelier et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salon de barbiers, salles de pool et de billards, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon, hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant, déjà en opération, de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie, aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Cafe Chevalier, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux-cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1353-10-2 Sous-secrétaire de la province.

40 to 43 inclusive of ranges VII and VIII, all of the township of Escourt, and to erect the whole of the above territory into a distinct school municipality under the name of "Saint David d'Escourt".

1394

"Cafe Chevalier, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Moïse Chevalier, hotel-keeper; Rodolphe Chevalier, hotel keeper; Blanche Belcourt, wife separated as to property of Moïse Chevalier, duly authorized; Charles Latendresse, clerk; all four of Montreal, and Jules Chevalier, rentier, of L'Assomption, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers; the whole pursuant to the provisions of the Quebec License Act;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immovables necessary for the company's purposes; to hypothecate pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business similar to that carried on by the company, either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Cafe Chevalier, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1354-10-2 Deputy Provincial Secretary.

Hôtel Sainte Catherine, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation MM. Edmond Archambault, hôtelier; Antoinette Turenne, épouse séparée de biens de Edmond Archambault, dûment autorisée; Joseph Turenne, étudiant; Arthur Corneillier, commis; Paul Varin, commis; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôtelier et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salon de barbiers, salles de pool et de billards, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon, hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement, tout hôtel ou restaurant déjà en opération, de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie, aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Hôtel Sainte-Catherine, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1351-10-2 Sous-secrétaire de la province.

"Hôtel Sainte Catherine, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Edmond Archambault, hotel-keeper; Antoinette Turenne, wife separated as to property of Edmond Archambault, duly authorized; Joseph Turenne, student; Arthur Corneillier, clerk; Paul Varin, clerk; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar cigarettes and tobacco stores, oyster and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers; the whole pursuant to the provisions of the Quebec License Act;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immovables necessary for the company's purposes; to hypothecate pledge in any manner whatever the immovable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business similar to that carried on by the company, either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immovable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Hotel Sainte Catherine, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1352-10-2 Deputy Provincial Secretary

Proc'amation

Canada,
Province de }
Québec.

Par l'Honorable PIERRE EVARISTE LEBLANC, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT:

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'il a plu
Procureur-Général. } à Son Excellence le
Gouverneur-Général en conseil, par une commission, sous le grand sceau du Canada, en date du 9 février 1915, en la ville d'Ottawa, dans la Puissance du Canada, de me nommer lieutenant-gouverneur, d'après les termes des clauses 58 et 59 de la loi constituant l'Amérique Britannique du Nord, 1867, pour la province de Québec, l'une des provinces de la Puissance du Canada, et de me conférer l'autorité et le pouvoir de faire exécuter, en la manière qu'il sera le plus convenable, toutes choses ressortant de la charge qui m'est confiée, conformément aux prescriptions de la dite loi de l'Amérique Britannique du Nord, aux Statuts qui s'y rapportent, et suivant les instructions contenues dans ma commission, comme toutes celles qui, de temps à autre, pourront m'être données relativement aux affaires de la dite province de Québec, selon telles lois qui sont en vigueur ou le pourront devenir dans la province de Québec.

SACHEZ DONC que j'ai jugé à propos, de l'avis du Conseil Exécutif de la province de Québec, d'émettre cette proclamation pour faire connaître ma nomination; et aussi, de l'avis du Conseil Exécutif, je commande à tous les officiers et ministres de Sa Majesté, en la dite province de Québec, de continuer l'exercice de leurs charges et emplois respectifs, et je requiers tous les loyaux sujets de Sa Majesté et tous les autres que les présentes peuvent concerner d'en prendre connaissance et d'agir en conséquence.

Donné sous mon seing et sceau à Québec, ce CINQUIÈME jour de MARS, en l'année de Notre Seigneur mil neuf cent quinze, et dans la cinquième année du règne de Sa Majesté.

Par ordre,

C. J. SIMARD,
1427 Sous-secrétaire-de la province

ERRATUM

A la page 786 de la "Gazette Officielle" du vingt-huit mars 1914, aux numéros 1287-88, lisez: J. A. Ephraïm Bédard, au lieu de Ephrem.
1395

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.

By the Honorable PIERRE EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS His Excel-
Attorney-General. } lency the Governor
General in Council, has been pleased, by commission under the Great Seal of Canada, bearing date the 9th February, 1915, in the city of Ottawa, in the Dominion of Canada, to appoint me Lieutenant-Governor, in accordance with the terms of clauses 58 and 59 of the British North America Act, 1867, for the Province of Quebec, one of the Provinces of the Dominion of Canada, and to confer on me the authority and power to execute, in the most fitting manner all things resulting from the charge confided in me, in conformity with the provisions of the said British North America Act, the statutes connected therewith, and in accordance with the instructions contained in my commission, and of all those which from time to time, may be given me relating to the business of the said Province of Quebec, conformably to such laws as are or may be in force in the Province of Quebec.

NOW KNOW YE, that I have deemed proper, with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, to issue this proclamation to make known my appointment, and also with the advice of the Executive Council, I command all the officers and ministers of His Majesty, in the said Province of Quebec, to continue in the exercise of their respective charges and functions and I request all His Majesty's loyal subjects and all others whom these presents may concern, to take cognizance thereof and govern themselves accordingly.

Given under my hand and Seal at Quebec, this FIFTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the fifth year of His Majesty's Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
1428 Deputy Provincial Secretary.

ERRATUM

On page 786 of the Official Gazette of the twenty eight day of March, 1914, numbers 1287-88, instead of J. A. Ephrem Bédard read J. A. Ephraïm Bédard.
1396

Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 583. Dame Irène Gibault de Montréal district de Montréal, épouse commune en biens de Basile Malo, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Basile Malo des mêmes lieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 23ème jour de février 1915.

TRUDEAU & GUERIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 24 février 1915. 1417—10-5

Avis de Faillites

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal.
In re Ovide Galarneau, plombier de Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que le 15ième jour de février 1915, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.
Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place D'Armes.
Montréal, 3 mars 1915. 1403

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal.
In re S. L. Weiner, épiciier, de Montréal,
Insolvable.

Avis vous est donné que le 22ième jour de février 1915 par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.
Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place d'Armes.
Montréal, 3 mars 1915. 1401

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de Antoine Marchand, entrepreneur de Montréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable le, ou après le 23 mars 1915. Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.
11 Place D'Armes, Montréal.
Montréal, 6 mars 1915. 1405

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No 583. Dame Irène Gibault of the city and district of Montreal wife of Basile Malo merchant of the same place, duly authorized, Plaintiff; vs Basile Malo of the same place, Defendant.

An action as separation as to property has been instituted in this case the twenty third day of February, 1915.

TRUDEAU & GUERIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th February, 1915. 1418—10-5

Bankrupt Notices

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Ovide Galarneau, plumber, of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 15th day of February, 1915, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.
Quebec Bank Building,
No 11 Place D'Armes.
Montreal, 3rd March, 1915. 1404

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal.
In re S. L. Weiner, grocer, of Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 22nd day of February, 1915, by an order of the court, I was appointed curator to the property and assets of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.
Quebec Bank Building,
No. 11 Place D'Armes.
Montreal, 3rd March, 1915. 1402

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Antoine Marchand, contractor, of Montreal, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be payable on or after the 23rd March, 1915. Any contestation of said dividend to be filed at my office before this date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.
11 Place D'Armes, Montreal.
Montreal, 6th March, 1915. 1406

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 451.

In re Ovide Bellemare, propriétaire, de la ville
de Grand'Mère, Insolvable;

et
Joseph Tardif, propriétaire de théâtre, de la ville
de Shawinigan Falls, Req. cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, aux Trois-Rivières, et j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du susdit insolvable.

JOSEPH TARDIF,

Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 23 février 1915. 1397

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montcalm.

Re J. E. Moranville, Nominique, Failli.

Avis est par les présentes donné que le 2 mars 1915, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

PAUL L. TURGEON,

Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55 Rue Saint-François-Xavier,
Montréal. 1399

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Arthabaska.

In re Belcourt & Vermette, Thetford Mines,
Insolvables.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22 mars 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 4 mars 1915. 1429

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Avis est par les présentes donné que, Edouard Morin pharmacien de Montréal, failli, a, le 24 février 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

H. LAURENCELLE,

Sub. gardien provisoire.

Chambre 627 Edifice Transportation,
Montréal. 1421

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 90.

Ralph E. Udow, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

ISIDORE FRIEDMAN,

Montréal, 20 février 1915. 1423

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 451.

In re Ovide Bellemare, property-owner, of the
town of Grand'Mère, Insolvent.

and
Joseph Tardif, theatre proprietor, of the town of
Shawinigan Falls,

Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Three Rivers, and that I was appointed provisional guardian to the property of the aforesaid insolvent.

JOSEPH TARDIF,

Provisional Guardian.

Three Rivers, 23rd February, 1915. 1398

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montcalm.

Re J. E. Moranville, Nominique, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd of March, 1915, I have been appointed curator to above-named estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of present notice.

PAUL L. TURGEON,

Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55 Saint François Xavier,
Montréal. 1400

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Arthabaska.

In re Belcourt & Vermette, Thetford Mines,
Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 22nd March, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 4th March, 1915. 1430

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Notice is hereby given that Edouard Morin, druggist of Montreal, has, on the 24th February, 1915, made a judiciary assignment of his assets for the benefit of his creditors.

H. LAURENCELLE,

Sub. Provisional Guardian.

Room 627 Transportation Bdg.
Montréal. 1422

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 90.

Ralph E. Udow, has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

ISIDORE FRIEDMAN,

Montreal, 20th February, 1915. 1424

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 15.

In re Edgar Côté, Montréal, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable notre bureau le ou après le 22 mars 1915.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisses Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 6 mars 1915.

1419

Ratification

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 27.

Ex parte: Edouard Gohier, négociant de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, Requérant.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, deux actes de vente faits et passés par devant Mtre Hercule Gohier, notaire, le premier le 12ième jour de décembre 1910 et le deuxième le 9ième jour de janvier 1914 entre James Swail, bourgeois, des cité et district de Montréal et Edouard Gohier, négociant de la ville Saint-Laurent, dit district, des immeubles suivants savoir:

1. Une ferme située au lieu nommé Beaurépaire, dans la paroisse de la Pointe Claire, connue et désignée sous le numéro quatre (No 4) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté Jacques-Cartier; bornée en front vers le sud-est par le chemin public, en profondeur vers le nord-ouest par les terres de la Côte Sainte-Marie, d'un côté au sud-ouest par le lot numéro trois et de l'autre côté par le lot de terre numéro cinq, contenant deux arpents, deux perches sur toute la profondeur qu'il peut y avoir à partie du chemin public, en front jusqu'au trait carré de la dite ferme, dont il faut distraire la ou les parties appartenant à la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada et celle appartenant au chemin de fer du Pacifique Canadien, formant environ quatre-vingt-dix arpents en superficie, sans garantie de mesure précise.

2. Une lisière de terre située au même lieu et connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dit comté, comme formant partie du lot de terre numéro quatre et contenant cinquante pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et le fleuve Saint-Laurent, à prendre dans la ligne sud-ouest du dit lot de terre numéro quatre et bornée en front par le chemin public, en arrière par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté par le lot de terre numéro trois et de l'autre côté par le résidu du dit lot de terre numéro quatre appartenant au vendeur, cette lisière de terre devant être en tout temps libre de toutes constructions et devant servir de chemin pour aller au fleuve.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 15.

In re Edgar Côté, Montreal, Insolvent.
A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 22nd March, 1915.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 6th March, 1915.

1420

Ratification

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,

No 27.

Ex-parte: Edouard Gohier, trader, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, Petitioner.

Public notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, two deeds of sale made and executed before Hercule Gohier, Esq., notary, the first on the 12th day of the month of December, 1910, and the second on the 9th day of January, 1914, between James Swail, gentleman, of the city and district of Montreal, and Edouard Gohier, trader, of the town of Saint Laurent, aforesaid district, of the following immovables, to wit:

1. A farm situate at the place called Beaurépaire, in the parish of Pointe Claire, known and designated under the number four (No. 4) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, in the county of Jacques-Cartier; bounded in front towards the south east by the public highway, in depth towards the north west by the lands of the Côte Sainte Marie, on one side towards the south west by the lot number three and on the other side by the lot number five, measuring two arpents, two perches by the whole of whatever depth there may be from the public highway, in front to the rear line (trait carré) of the said farm, to be deducted however from the above the part or parts belonging to the Grand Trunk Railway Company and that belonging to the Canadian Pacific Railway Company, containing about ninety arpents in superficies, without warranty as to precise measurements.

2. A strip of land situate at the same place and known and designated upon the said official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, aforesaid county, as forming part of the lot of land number four and containing fifty feet in width by the whole of whatever depth there may be from the public highway to the river Saint Lawrence, to be taken from the south west side of the said lot number four and bounded in front by the public highway, in the rear by the river Saint Lawrence, on one side by the lot of land number three and on the other side by the residue of the said lot of land number four belonging to the seller, the said strip of land to be at all times free from all constructions and to be used as a road leading to the river.

3. Un certain emplacement situé au lieu nommé Beaurepaire, dans la paroisse de la Pointe Claire, et connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, comté de Jacques-Cartier, comme formant partie du lot de terre numéro quatre, et contenant environ trois cent soixante et douze pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et le fleuve Saint-Laurent, et bornée cette dite partie en front par le chemin public, en arrière par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté par le lot de terre numéro cinq et de l'autre côté par le résidu du dit lot de terre numéro quatre appartenant au dit acquéreur—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles, actuellement en la possession du dit Edouard Gohier comme propriétaire durant les trois dernières années qui ont précédé le présent avis pour les parties des dits immeubles mentionnées et désignées aux paragraphes 1er et 2ième du présent avis et par James Swail et le dit Edouard Gohier comme propriétaires et possesseurs consécutifs durant les trois années qui ont précédé le présent avis pour la partie des dits immeubles mentionnés et désignés au paragraphe 3ième du présent avis et que toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque contre les dits immeubles, immédiatement avant l'enregistrement des dits actes de vente en vertu desquels les dits immeubles ont été acquis par le dit Edouard Gohier, sont notifiées qu'une requête pour ratification de titre sera présentée à la Cour supérieure le 22ième jour d'avril 1915 pour l'obtention d'un jugement à cet effet et qu'à moins que leurs réclamations ne soient de celles qui sont constatées par le titre dont la ratification est demandée ou par le certificat de recherches à être produit en cette cause, elles sont par les présentes requises de produire leurs oppositions par écrit le ou avant le 6ième jour qui suivra celui fixé pour la présentation de la dite demande en ratification de titre à peine de déchéance, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire et les dits actes de vente déposés devant cette cour seront ratifiés et confirmés à toutes fins que de droit; excepté cependant quant à la balance du prix de vente des dits immeubles mentionnés et désignés en l'acte de vente en premier lieu relaté, passé par devant Mtre Hercule Gohier le 12 décembre 1910 au montant de \$6000 comportant hypothèque et privilège de bailleur de fonds en faveur du dit James Swail ou ayants droits et payables au dit James Swail ou à son ordre dans le terme de dix années à compter du 1er juillet 1911 avec intérêt au taux de 5% par an payable semi-annuellement à compter du 1er juillet de la même année.

Et quant à la balance du prix de vente, savoir la somme de \$10,000.00, de la partie du dit immeuble en troisième lieu désigné dans l'acte de vente, passé par devant Mtre Hercule Gohier le 9 janvier 1914 et payable au dit James Swail ou à son ordre comme suit savoir: \$5000 le 1er janvier 1919 et \$5000 le 1er janvier 1924, le tout avec intérêt au taux de 6% par an payable annuellement le 1er janvier de chaque année.

J. B. A. TISON,
Dép. P. C. S.

Mtre Deguise & Nantel,
Avocats du requérant.
Montréal, 3 mars 1915.

1415—10-5

3. A certain emplacement situate at the place called Beaurepaire, in the parish of Pointe-Claire, and known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier, as forming part of the lot of land number four, and containing about three hundred and seventy two feet in width by whatever depth there may be from the public highway to the River Saint Lawrence, and bounded, the said emplacement, in front by the public highway, at the rear by the river Saint Lawrence, on one side by the lot of land number five and on the other side by the residue of said lot of land number four, belonging to the said purchaser—with all the buildings thereon erected.

The whole in its present condition with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables, now in the hands of the said Edouard Gohier as proprietor for the three years now last passed, as regards the portions of the said immovables mentioned and described in the 1st and 2nd paragraphs of the present notice, and by James Swail and the said Edouard Gohier as consecutive proprietors and owners for the three years now last passed for the said part of the said immovable mentioned and described in the 3rd paragraph of the present notice, and all persons who have or claim to have any privilege or hypothec in or upon the said immovables, immediately previous to the registration of said deeds of sale in virtue whereof the said immovables have been acquired by the said Edouard Gohier, are hereby notified that application will be made to the Superior Court on the 22nd day of April, 1915, for a judgment of confirmation of title and that unless their claims are such as are made known by the deed of which confirmation is sought or by the registrar's certificate to be filed in this case, they are hereby required to signify, in writing, their oppositions and to file the same on or before the 6th day after the day fixed for presenting the said application for confirmation of title, in default of which they will be for ever foreclosed from the right of so doing, and the said deeds of sale deposited with this court will be ratified and confirmed for all lawful purposes. Except however as regards the balance, of the selling price of the said immovables mentioned and designated in the deed of sale firstly mentioned, made and executed before Mtre Hercule Gohier, on the 12th December 1910, amounting to \$6,000.-00, bearing a hypothec and vendor's claim in favor of the said James Swail or assigns and payable to the said James Swail or order within a period of ten years from the 1st July, 1911, with interest at the rate of 5% per annum, payable semi-annually from the 1st July of the same year.

And as regards the balance of the selling price, amounting to \$10,000.00, of that part of the said immovable thirdly described in the deed of sale, made and executed before Mtre Hercule Gohier on the 9th January, 1914, and payable to the said James Swail or order as follows, to wit: \$5000.00 on the first January, 1919, and \$5000.00 on the first January, 1924, the whole with interest at the rate of 6% per annum payable annually on the 1st January of every year.

J. B. A. TISON,
Dép. P. S. C.

Deguise & Nantel,
Attorneys for applicant.
Montréal, 3rd March, 1915.

1416)10-5

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,

Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.

Québec, 4 avril 1914.

31

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 10.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Arseneault vs Nicol.....	640
" Babik vs Habib	636
" Boivin vs Fiset	638
" Carrier vs Ouellet	637
" Charron vs Paquin.....	637
" DesRosiers vs Auger.....	636
" Gaudry vs Chartrand.....	636
" Gibault vs Malo.....	664
" Langlade vs Robitaille.....	638
" Langlois vs Gosselin.....	640
" Lauzon vs Paquette.....	637
" Lemire vs Labrie.....	637

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; The second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,

King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

32

Index of the Quebec Official Gazette. No. 10.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Magid vs Naitanson.....	635
" Nissensohn vs Charness.....	639
" Palfrey vs Hooper.....	636
" Potevin vs Lapierre.....	635
" Riel vs Beaudin.....	640
" Schmitt vs Brouillette.....	637
" Shereshevsky vs Zelewianssey.....	638
" Talbot vs Giguère.....	638
" Tardif vs Guay.....	639
" Tessier vs Wagner.....	640
" Vincent vs Langevin.....	638
" Wiallard vs Bousquet.....	638

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:
—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Hill vs Black.....	635
Dme Valois vs Léveillé.....	636

AGRICULTURE:—Société coopérative agricole de Saint-Ephrem d'Upton, 619.

ANNONCEURS, avis aux:—668.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—La Société de Secours Mutuels des Employés de la Maison Eug. Julien & Cie, Ltée, 620; L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières, 618; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-Louis de Lotbinière, 644; L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques de la Province Ecclésiastique de Montréal, 618.

AVIS:—United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 644.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE:—Municipalité du Canton Barford, comté Stanstead, 620.

ERRATUM:—Page 786, 28 mars 1914, Nos 1287-88, 663.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Belcourt & Vermette.....	665
Bellemare.....	665
Berthelot (succession-estate).....	641
Côté.....	666
Dumontet.....	642
Frischling & Seidman.....	642
Galarneau.....	664
Hanna & Cie.....	640
Hoar alias Orr (Dme).....	642
Lapointe.....	643
Lax.....	643
Lemesurier & Sons.....	641
Lonn.....	643

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Ascot Copper Mining Coy.....	629
Café Chevalier, Ltée.....	661
Café Riche.....	621
Hôtel Sainte-Catherine, Ltée.....	662
J. Lazarus & Company, Ltd.....	619
La Buanderie de Fraserville, Ltée.....	660
La Cie P. C, Couture.....	630
La Cie Gendron, Ltée.....	622

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES.—SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Freer, Coloney & Coy, Ltd.....	623
La Cie Café Saint-Hubert, Ltée.....	629

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—

Demande d'annexer divers lots de la paroisse Saint-Augustin à Sainte-Eustache, 573.

Demande d'ériger en municipalité scolaire:—Saint-Médard, 633.

Kiskisink, 635.

Saint David d'Escourt, 660.

Village de Acton, Comté de Bagot, 620.

NOMINATIONS:—

Cour des Commissaires: Village de Lyster, 617.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:
—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Lalumière vs Dame Guimont.....	639
Masson vs Fréchette.....	639

AGRICULTURE:—Société coopérative agricole de Saint-Ephrem d'Upton, 619.

ADVERTISING, notice to:—668.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—La Société de Secours Mutuels des Employés de la Maison Eug. Julien & Cie, Ltée, 620; L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières, 618; Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-Louis de Lotbinière, 644; L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques de la Province Ecclésiastique de Montréal, 618.

NOTICE:—United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 644.

FARMERS' CLUB, FORMATION OF:—Municipality of township Barford, county of Stanstead, 620.

ERRATUM:—Page 786, 28th March, 1914, Nos. 1287-88, 663.

FAILL—INSOLVENTS:—

Marchand.....	664
Marchand (succession-estate).....	641
Mendelson.....	643
Moranville.....	665
Morin.....	665
Munsey.....	643
Seidman Bros. Co.....	644
Share & Caplan.....	641
Udow.....	665
Upton Sash and Door Factory.....	644
Villeneuve & Frère.....	641
Weiner.....	664
Wiseman.....	642

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

L'Econome, Incorporé.....	620
M. McDonald, Ltd.....	626
Natural Gas Light, Heat & Power, Ltd....	633
Pierre Racine, Ltée.....	624
Provincial Investment Coy, Ltd.....	628
Redpath Heights, Ltd.....	632
Robert, Ltd.....	627
Wherry Gardens, Ltd.....	625

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES.—SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Chaboillez, Ltd.....	619
The Traders Company.....	623

SCHOOLS MUNICIPALITIES:—

Application to annex several lots of the parish Saint Augustin to Saint Eustache, 573.

Application to erect into a school municipality:—Saint Médard, 633-

Kiskisink, 635.

Saint David d'Escourt, 660.

Village of Acton, County of Bagot, 620.

APPOINTMENTS:—

Commissioners Court: Village of Lyster, 617.

Juges de Paix: Québec, 617; Montréal, 617; Kamouraska, 617; Trois-Rivières, 617; Beauce, 617; Saint-Hyacinthe, 618; Saguenay, Province de Québec, 618; Saint-François, 618.

PROCLAMATION:—

Nomination du lieutenant-gouverneur, 663.

RATIFICATION:—Gohier *ex parte*, 666.

VENTE A L'ENCAN:—Bibeau, failli, 645; Saint Romuald Hardwood Flooring Co., Ltd., 645.

Vente par licitation:—Gravel vs Meunier et al, 646.

VENTES PAR LES SHERIFS —

ARTHABASKA:—Levesque (Dme) *et vir* vs Binet *èsq* et al, 648; Roy vs Poulin, 648.

BEAUCE:—Morin *et al* vs Parent *et vir*, 648.

CHICOUTIMI:—Angers, failli, 649; Laferrière vs Girard, 650; Villeneuve vs Gauthier, 640.

MONTMAGNY:—Grondin vs Bélanger *et al*, 650; Lessard vs Montminy *et al*, 651.

MONTREAL:—Belair vs Paquette, 651; Bisaillon *et al* vs Sauriol, 656; Clément (Dme) vs Guilbault, 656; David vs Villeneuve, 654; Gaudet vs Charron, 656; Huberdeau vs Chenery, 651; Lalande vs Côté, 652; Legault dit Deslauriers vs Fontaine, 655; Loiselle (Dme) vs Joly, 652; Masse vs Lavoie, 655; Paradis (Dme) vs Mongeau, 653; Richer vs Courville, 655.

QUÉBEC:—Beaudoin vs Flamand, 658; La Cité de Québec vs Holliday, 657; The Eastern Canada Steel & Iron Works, Ltd vs The Pneumatic Conveyor Coy, 658.

RICHELIEU:—Labelle (Dme) *èsq* vs Lamothe, 659.

TROIS-RIVIÈRES:—Héroux vs Dechaine, 659.

Justices of the Peace:—Québec, 617; Montreal, 617; Kamouraska, 617; Three Rivers, 617; Beau, 617; Saint-Hyacinthe, 618; Saguenay, Province of Quebec, 618; Saint Francis, 618.

PROCLAMATION:—

Appointment of the Lieutenant-Governor, 663.

RATIFICATION:—Gohier *ex parte*, 666.

AUCTION SALE:—Bibeau, insolvent, 645; Saint Romuald Hardwood Flooring Co., Ltd, 645.

Sale by licitation:—Gravel vs Meunier et al, 656.

SHERIFF'S SALES:—

ARTHABASKA:—Levesque (Dme) *et vir* vs Binet *èsq* et al, 48; Roy vs Poulin, 648.

BEAUCE:—Morin *et al* vs Parent *et vir*, 648.

CHICOUTIMI:—Angers, insolvent, 649; Laferrière vs Girard, 650; Villeneuve vs Gauthier, 649.

MONTMAGNY:—Grondin vs Bélanger *et al*, 660; Lessard vs Montminy *et al*, 651.

MONTREAL:—Belair vs Paquette, 651; Bisaillon *et al* vs Sauriol, 656; Clément (Dme) vs Guilbault, 656; David vs Villeneuve, 654; Gaudet vs Charron, 656; Huberdeau vs Chenery, 651; Lalande vs Côté, 652; Legault dit Deslauriers vs Fontaine, 655; Lois Ile (Dme) vs Joly, 652; Masse vs Lavoie, 655; Paradis (Dme) vs Mongeau, 653; Richer vs Courville, 655.

QUEBEC:—Beaudoin vs Flamand, 658; The city of Quebec vs Holliday, 657. The Eastern Canada Steel & Iron Works, Ltd vs The Pneumatic Conveyor Coy, 658.

RICHELIEU:—Labelle (Dme) *èsq* vs Lamothe, 659.

THREE RIVERS:—Héroux vs Dechaine, 600.